



**RAPPORT  
FINANCIER  
SEMESTRIEL**

**30 JUIN 2016  
GROUPE MACIF**



Essentiel pour moi



# Sommaire

<b>1. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016</b>	<b>5</b>
1. Contexte économique et financier	6
2. Faits marquants	9
3. Événements postérieurs à la clôture au 30 juin 2016	10
4. Gestion des risques et parties liées	10
5. Analyse des comptes semestriels	11
<b>2. COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>21</b>
1. Bilan	22
2. Compte de résultat	24
3. État du résultat global	25
4. Tableau de variation des capitaux propres	26
5. Tableau des flux de trésorerie	28
6. Annexe aux comptes consolidés	30
<b>3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>103</b>
<b>4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>105</b>





# **1. RAPPORT D'ACTIVITÉ**

## **AU 30 JUIN 2016**

<b>1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER</b>	<b>6</b>
1.1 Évolution du contexte économique et financier	6
1.2 Évolution de l'environnement assurantiel	7
<b>2. FAITS MARQUANTS</b>	<b>9</b>
2.1 Partenariats, alliances et participations du Groupe	9
2.2 Éléments financiers	9
<b>3. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE AU 30 JUIN 2016</b>	<b>10</b>
<b>4. GESTION DES RISQUES ET PARTIES LIÉES</b>	<b>10</b>
4.1 Évolution prévisible	10
4.2 Principaux risques	11
4.3 Parties liées	11
<b>5. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS</b>	<b>11</b>
5.1 Périmètre de consolidation	11
5.2 Activité	13
5.3 Résultats	14
5.4 Éléments financiers	17
5.5 Solvabilité	19

Les comptes consolidés semestriels du groupe Macif sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34.

## 1. Contexte économique et financier

### 1.1 Évolution du contexte économique et financier

L'année 2016 a débuté dans un contexte plutôt mitigé, avec un ralentissement de l'activité américaine, une faible progression dans les économies émergentes et une accélération dans la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance a ralenti au premier trimestre (+1,1 % en rythme annualisé après +1,4 % au T4-2015), affectée par la faiblesse de la demande des pays émergents, les niveaux bas des prix du pétrole et la hausse passée du dollar. Toutefois, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance, reste soutenue par l'amélioration des marchés de l'emploi et de l'immobilier.

L'activité des économies émergentes connaît des destins divergents. Le produit intérieur brut brésilien a continué de se contracter. En Chine, l'activité a encore nettement ralenti et les importations ont fortement reculé, pénalisant par conséquent les échanges dans l'ensemble de l'Asie. Par contre, la Russie est parvenue à stabiliser son activité, après plusieurs trimestres de recul. Au total, les économies émergentes ont subi une nette contraction de leurs importations, conduisant à un recul du commerce mondial de -1,7 %.

Sur cette première partie de l'année, la zone euro obtient en revanche des résultats encourageants, avec une activité en progression (+0,6 % après +0,4 %), soutenue par une amélioration conjointe de la consommation et de l'investissement. Cette embellie s'observe dans les principales économies de la zone euro, notamment en Allemagne (+0,7 % après +0,3 %), en France (+0,6 % après +0,4 %), en Italie (+0,3 % après +0,2 %), et en Espagne qui conserve une croissance soutenue à +0,8 %.

Des signes d'amélioration sont apparus au second trimestre, avec notamment un rebond de l'activité américaine et une reprise du commerce mondial, insufflée par des importations émergentes plus toniques, notamment asiatiques. Bien que l'activité industrielle et les échanges à l'échelle mondiale aient manifesté une certaine morosité sur fond de rééquilibrage de l'économie chinoise et de faiblesse générale des investissements dans les pays exportateurs de

produits de base, ces derniers mois ont vu un certain frémissement du fait de la montée des investissements d'infrastructure en Chine et du redressement des cours du pétrole.

Sous l'impulsion de la consommation privée, grâce à la bonne orientation des marchés du travail et à la faiblesse de l'inflation, la zone euro serait parvenue à maintenir un taux de croissance de +0,3 % au deuxième trimestre. L'investissement s'y redresse progressivement, soutenu par la modération des conditions de financement et par l'amélioration des perspectives. La BCE poursuit l'assouplissement de sa politique monétaire, dans un contexte marqué par des niveaux très bas d'inflation (+0,1 % sur un an en juin).

C'est dans ce contexte qu'est intervenu le scrutin sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. L'issue de ce scrutin qui a conduit à un vote en faveur de la sortie a plongé les marchés financiers dans un certain désarroi et a généré une forte instabilité sur les derniers jours de juin.

L'incertitude engendrée par cette situation pourrait porter atteinte à la confiance et à l'investissement, y compris par ses retombées sur la situation financière et, de manière plus générale, sur le climat des marchés. Ces derniers ont dans un premier temps réagi de manière intense, mais généralement ordonnée. La livre s'est dépréciée d'environ 10 % ; les valeurs boursières sont en repli dans certains secteurs, notamment les banques européennes ; les rendements des obligations souveraines ont diminué. Les impacts liés au Brexit concernent essentiellement les pays européens, et sont pour l'instant relativement négligeables ailleurs, y compris aux États-Unis et en Chine.

Face à des sources d'inquiétudes multiples (incertitudes concernant la croissance mondiale, faible inflation dans la zone euro, risques géopolitiques, Brexit), les Banques centrales ont apporté un soutien fort à la croissance

mondiale et les marchés financiers. Outre Atlantique, la Réserve fédérale américaine (FED) a privilégié un relèvement progressif des taux directeurs. En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a multiplié ses interventions en vue de relancer la croissance de la zone euro et l'inflation.

Les indices actions sont ainsi parvenus à repartir de l'avant mi-février portés par la remontée des cours du pétrole et par l'appui des Banques centrales. Toutefois, les investisseurs ont continué à être attentifs à la moindre nouvelle. La prudence est restée le maître mot se transformant parfois en aversion au risque faisant alors chuter brutalement les marchés financiers.

Ainsi, ce semestre, dans un environnement incertain, les investisseurs ont été incités à privilégier la qualité au rendement. Le CAC 40 a cédé 8,6 % et les taux souverains européens, principalement ceux des pays « cœur » de la zone euro, se sont détendus. De plus, avec les annonces successives des Banques centrales, les politiques monétaires

se sont assouplies ce qui a maintenu les taux à leur niveau plancher. Le 24 juin, pour la première fois de son histoire, le taux allemand à dix ans est ainsi passé en territoire négatif (-0,14 %). Quant au taux français, le 29 juin, il a atteint un nouveau plancher historique : 0,23 %. Sur le semestre, le Bund 10 ans et l'OAT 10 ans perdent ainsi 0,76 point.

En France, des signaux positifs apparaissent sur le plan économique, de sorte que les projections macroéconomiques conduisent à une croissance d'environ +1,5 % pour 2016. La demande intérieure, en particulier la consommation privée et l'investissement des entreprises, demeure le moteur de la croissance, soutenue par la faiblesse persistante des prix de l'énergie et des taux d'intérêt, ainsi que par les allègements des cotisations sociales et des impôts pour les entreprises.

Bien que le taux de chômage y reste élevé (9,9 % pour les trois derniers mois), le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,7 % sur un an.

## 1.2 Évolution de l'environnement assurantiel

### ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉS

Un an après l'entrée en application de la loi Hamon, le marché des assurances de biens et de responsabilités commence à percevoir les véritables effets de ce dispositif sur les rotations de portefeuille et sur leurs implications en matière tarifaire. La croissance de ce marché demeure modérée (+1 %), portée par l'assurance habitation et les flottes automobile, tandis que la construction poursuit son affaïssement. Elle est identique à celle de l'an passé à la même période, malgré un recul d'un point pour l'habitation. En automobile, l'évolution est similaire à celle de 2015 (+1,5 %).

Les conditions de marché se sont révélées plutôt favorables sur le plan des potentiels puisque les immatriculations de voitures neuves ont bondi de +8,3 % sur le semestre, et celles des véhicules d'occasion ont progressé de +3,4 %. Sur le secteur immobilier, le volume des transactions s'amplifie et les professionnels relèvent un frémissement sur les mises en construction, confirmant la dynamique de reprise observée depuis un an.

Des conditions climatiques déplorables sont venues alourdir considérablement la charge sinistre fin mai et courant juin. Du 28 au 31 mai, des pluies très abondantes ont affecté

une grande partie de l'Hexagone, provoquant crues et inondations sur la moitié nord. Outre cet événement, de violents orages, souvent accompagnés de fortes chutes de grêle, sont survenus du sud-ouest au nord-est. La charge du climatique est évaluée à plus d'un milliard d'euros sur ce premier semestre, conduisant à une dégradation des ratios techniques.

Du fait d'un mois de juin très favorable, l'accidentalité routière retrouve un niveau similaire à celui du premier semestre 2015. Pour autant, le suivi des fréquences en RC corporelle fait ressortir une aggravation sensible qui se traduit naturellement sur la charge globale, d'autant que les coûts moyens semblent à nouveau orientés à la hausse. En habitation, les garanties principales dérivent, avec notamment une recrudescence des incendies et des vols.

## SANTÉ ET PRÉVOYANCE

Annoncée en 2013, la généralisation de la complémentaire santé a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, entraînant une forte activité sur le premier trimestre, puisque de nombreuses entreprises n'avaient pas anticipé cette mesure.

Outre un volume d'activité conséquent, cette nouvelle donne a conduit à transférer une partie du portefeuille de la santé individuelle vers la santé collective. Ce redéploiement du secteur s'accompagne d'un surcroît d'activité pour la branche des sur-complémentaires qui permettent de compléter les protections des salariés nouvellement couverts par les contrats collectifs de leurs employeurs.

Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur santé progresse légèrement par rapport à l'an passé (+1 % sur le périmètre FFA, Fédération française de l'assurance), marquant à la fois une certaine agitation liée à ces modifications législatives (pression concurrentielle accrue, recherche de prise de marché), mais également une certaine prudence liée à la nécessité de répondre aux nouvelles exigences de solvabilité introduites par la directive Solvabilité II. D'ailleurs, dans la continuité des mouvements observés depuis plusieurs années, le secteur poursuit sa concentration avec des projets de rapprochement entre mutuelles et la formation d'unions mutualistes.

Depuis le début de l'année, le respect de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) de 2016, fixé à un plus bas historique de 1,75 %, est une source de questionnements. La tendance dessinée à la fois par les relevés mensuels de l'Assurance maladie et les communications du comité d'alerte se confirme : la marge de manœuvre sera très mince. Les remboursements de soins du régime général d'assurance maladie, représentant 86% du total de l'Ondam, ont progressé de +1,8 % sur le premier semestre 2016 par rapport aux six premiers mois de 2015.

Dans ce contexte, les prestations santé restent stables par rapport à l'année passée (périmètre FFA), après +1 % au premier semestre 2015. Pour la première fois, à fin juin 2016, les sommes versées au titre des contrats collectifs sont équivalentes à celles des contrats individuels.

Le secteur de la prévoyance conserve une bonne dynamique avec un chiffre d'affaires en croissance de +6 % (+4 % au premier semestre 2015). Ce résultat confirme une reprise d'activité sur ce secteur, avec un développement toujours

soutenu des Garanties accidents de la vie (GAV) et un ancrage progressif de la prévoyance viagère.

## FINANCE ET ÉPARGNE

Les cotisations d'assurance vie et de capitalisation progressent de +4 % sur le premier semestre 2016 (70,6 milliards d'euros) avec une augmentation de + 5% des primes au titre des contrats individuels et une diminution de -6 % de celles relatives aux contrats collectifs.

Pour le quatrième mois consécutif, les versements sur les unités de compte sont en baisse (-11 % en juin après -3 % en mai, -13 % en avril et -12 % en mars), tandis que les versements sur les supports euros progressent (+3 % en juin après +16 % en mai). Contrairement à l'an passé, depuis le début de l'année, les versements sur les supports unités de compte (13,4 milliards d'euros) sont en diminution de -6 % alors que ceux sur les supports euros (57,2 milliards d'euros) sont en progression de +6 %. La part des supports unités de compte dans l'ensemble des cotisations est de 19 % pour les six premiers mois de l'année 2016 (20,5 % en juin 2015).

Ce retournement, vraisemblablement induit pas l'instabilité des cours actions depuis le début d'année, met les acteurs de la place dans une situation inconfortable du fait de taux d'intérêt très bas sur les marchés monétaires et obligataires qui invitent les institutions financières à chercher du rendement sur d'autres supports pour ne pas pénaliser leur portefeuille constitué et pour assurer une rémunération encore attractive à moyen terme.

Le montant des prestations à fin juin 2016 (58,8 milliards d'euros) est en hausse de +4 % par rapport à la même période de l'année précédente et représente, sur un an, 7,4 % des encours, soit un taux proche de celui de fin 2015. La collecte nette (cotisations - prestations) de juin 2016, bien que positive (0,8 milliard d'euros), représente la moins bonne performance des dix-neuf derniers mois. Depuis le début de l'année, elle s'établit à 11,8 milliards d'euros dont 7,1 milliards au titre des supports en unités de compte (60 % de la collecte nette totale).

Fin juin, l'encours des contrats d'assurance-vie et de capitalisation atteint 1 601,7 milliards d'euros. Il est en progression de +3 % sur un an (+40 milliards d'euros).

Suite à l'abaissement du taux de rémunération des livrets réglementés à 1 % en août 2014 puis 0,75 % en août 2015, ceux-ci ont connu une période de déshérence, avec des collectes nettes négatives de mai 2014 à février 2016, hors



mars et décembre 2015. Par contre, la situation des marchés financiers et l'incertitude ambiante sur les évolutions à venir, notamment du fait du Brexit, ont conduit les épargnants à réorienter leur épargne vers des supports jugés sûrs et assurant un minimum de rentabilité en regard du risque supporté. Ainsi, fin juin, le livret A obtient une collecte nette positive en cumul depuis le début d'année, à

+0,3 milliard d'euros. Le Livret de développement durable (LDD) présente une collecte nette négative, à -0,3 milliard d'euros, sur les six premiers mois de l'année. Compte tenu de son taux de rémunération majoré, le Plan d'épargne logement (PEL) bénéficie toujours d'une forte attractivité et obtient une collecte nette largement positive (+9,2 milliards d'euros à fin juin 2016).

## 2. Faits marquants

### 2.1 Partenariats, alliances et participations du Groupe

#### SFEREN

Le conseil d'administration Sferen en date du 12 mai 2016 a décidé de réorienter le partenariat entre les groupes Macif et Matmut. Il a acté la fin du processus de rapprochement devant, à horizon du 1<sup>er</sup> janvier 2018, conduire les deux assureurs mutualistes à former un groupe intégré et prudentiel au sens Solvabilité II à savoir gouvernance commune, solidarité financière et mise en commun de

moyens. Les assemblées générales des deux groupes ont ainsi approuvé la demande de dissolution de la Sgam Sferen, qui prendra effet après l'absence d'opposition des autorités compétentes. Les deux groupes ont également confirmé leur intention de conserver les coopérations existantes sous une forme moins intégratrice. La réorientation de ce partenariat n'a pas d'incidence sur le niveau d'activité du groupe Macif.

### 2.2 Éléments financiers

#### IMPACTS FINANCIERS DES ÉVÉNEMENTS NATURELS (INONDATIONS, GRÊLES)

Le premier semestre 2016 est caractérisé par la survenance de plusieurs événements naturels (grêles et inondations en mai et juin). Le coût global de ces événements est évalué pour le groupe Macif à près de 147 millions d'euros avant réassurance et 73 millions d'euros après réassurance. Après impôt cette charge impacte le résultat net-part du Groupe à hauteur de -48 millions d'euros.

#### PROVISIONS MATHÉMATIQUES DES RENTES

Suite à la baisse du taux moyen des emprunts d'État (TME), le taux de référence servant à la détermination du taux d'actualisation des provisions mathématiques des rentes a été ramené de 1,12 % fin décembre 2015 à 0,91 % au 30 juin 2016. Cette diminution des taux d'actualisation a conduit à un rechargement des provisions mathématiques des rentes pour un montant de 34 millions d'euros. Après

impôt, cette charge impacte le résultat net – part du Groupe à hauteur de -22 millions d'euros.

#### MISE EN JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2016, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 33 011 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 747 millions d'euros contre 3 010 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette progression des justes valeurs traduit principalement l'impact de la baisse des taux sur la valorisation des portefeuilles obligataires. Elle se comptabilise majoritairement dans la réserve de réévaluation. A contrario, la juste valeur des actifs par résultat enregistre un repli. Après impôt, la mise en juste valeur des actifs financiers impacte le résultat net - part du Groupe à hauteur de -14 millions d'euros.

## 3. Événements postérieurs à la clôture au 30 juin 2016

### MAUREL & PROM

La compagnie pétrolière Maurel & Prom a annoncé la signature d'un accord en vue de la cession par son premier actionnaire, Pacifico, de ses 25 % dans le capital du Groupe à la compagnie d'État indonésienne Pertamina. Si cette opération est autorisée par les autorités réglementaires compétentes, et si elle obtient une recommandation favorable du conseil d'administration de Maurel & Prom, Pertamina s'est engagé à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur l'ensemble des titres de la société. Les termes des deux transactions resteraient identiques : 4,20 euros par action assortis d'un complément de prix par titre de 0,50 euro. Cette prime serait payée si, au cours de l'année 2017,

le prix du Brent est supérieur à 65 dollars le baril pendant trois mois consécutifs. L'opération valoriserait Maurel & Prom entre 797 millions d'euros (sans complément de prix) et 892 millions d'euros.

Le groupe Macif détient actuellement un peu moins de 14 millions de titres Maurel & Prom, soit près de 6,85 % du capital de cette structure. Si les opérations en cours se concrétisaient en 2016, et si la Macif décidait d'apporter ses titres à l'offre publique d'achat, une plus-value (avant impôt) de près de 31 millions d'euros serait constatée dans les comptes consolidés (hors complément de prix).

## 4. Gestion des risques et parties liées

### 4.1 Évolution prévisible

En Dommages, la mise en place de la loi Hamon a renforcé le caractère concurrentiel d'un marché déjà mature, notamment sur les produits Auto et Habitation. Cela contraint les acteurs à faire face à de véritables enjeux en matière d'innovation et d'adaptation aux nouveaux usages des assurés, mais également en terme de risques associés au développement des nouvelles technologies (« cyber-risques »).

En Santé/Prévoyance, la généralisation de la couverture complémentaire des frais de santé pour les salariés impacte fortement le marché de la santé individuelle au profit du marché collectif. Les acteurs du secteur doivent ainsi relever le défi de réorienter une partie de l'activité vers les entreprises, tout en faisant des efforts de différenciation et d'innovation, compte tenu du caractère concurrentiel du contexte.

En Finance/Épargne, l'offre commerciale est encore très orientée vers les produits d'assurance-vie en euros. L'environnement reste quant à lui très contraignant en raison de la persistance des taux bas. Bien que le secteur ait développé sa collecte en unités de compte (plus de 50 % de la collecte nette en 2015) et en produits de prévoyance, les contrats en euros représentent encore 80 % des cotisations. La rentabilité et la solvabilité des assureurs vie continueront à être impactées en raison d'une activité traditionnelle d'épargne moins rentable et plus coûteuse en fonds propres que les supports en unités de compte ou la prévoyance. Néanmoins, cela ne devrait pas avoir de conséquences sur la collecte nette du fait des ventes des unités de compte et du manque d'attractivité des produits d'épargne alternatifs traditionnels.

## 4.2 Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans la section 2.9 « Dispositif de maîtrise des risques et facteurs de risques » du rapport financier annuel 2015, ainsi que dans le chapitre 3.1.6.8 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2015 « Gestion des risques », déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours.

## 4.3 Parties liées

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016, il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant les opérations avec les parties liées telles que décrites au paragraphe 3.1.6.10.2 du rapport financier annuel 2015, ni de nouvelles opérations avec des

parties liées ayant un impact important sur la situation financière ou la performance du groupe Macif sur cette période.

# 5. Analyse des comptes semestriels

Les comptes établis au 30 juin 2016 sont marqués par une modification dans les modalités de report des frais d'acquisition du secteur Finance/Épargne. Cette modification a été analysée comme une correction d'erreur comptabilisée rétrospectivement, par retraitement des soldes d'ouverture des exercices 2016, 2015 et 2014 (2014 étant la première période antérieurement présentée).

Les données chiffrées 2015 et 2014 ont été reconstituées proforma.

Le tableau de passage entre l'information proforma et l'information publiée antérieurement (au 31 décembre 2015, au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014) est détaillé dans la note 6.6 « Comparabilité des comptes ».

## 5.1 Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2016, le périmètre de consolidation rassemble 142 structures réparties dans quatre secteurs d'activité :

- Dommages,
- Finance/Épargne,
- Santé/Prévoyance,
- Gestion d'actifs.

	30 juin 2016	31 déc. 2015	Variation
Structures contrôlées	136	129	7
Structures sous influence notable	6	6	-
<b>Total</b>	<b>142</b>	<b>135</b>	<b>7</b>

## ACQUISITIONS ET ENTRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2016, neuf Organismes de placement collectif (OPC) sont entrés dans le périmètre de consolidation :

- Equi Sélection : ce fonds investit sur les grandes capitalisations de la zone euro avec pour objectif de réaliser une performance supérieure à l'indice Euro Stoxx 50. Le processus de gestion est fondé sur une sélection de titres basée sur des critères fondamentaux (valorisation, qualité du management, stratégie de l'entreprise, etc.). Il est rattaché au secteur Finance/Épargne ;
- OFI Dynamique : ce fonds investit sur les marchés obligataires et actions de la zone euro, avec pour objectif de réaliser une performance supérieure à un indice composite (50 % actions +33 % obligataire souverain +17 % obligataire *corporate*), tout en maintenant la volatilité du portefeuille inférieure à 15 % par an. L'exposition aux actions peut varier entre 0 et 100 %. La gestion complète l'analyse fondamentale des titres sélectionnés par une analyse Environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Il est rattaché au secteur Finance/Épargne ;
- OFI Prudent : ce fonds diversifié a pour but de dépasser, sur un horizon de placement recommandé supérieur ou égal à deux ans, son indicateur de référence (10 % actions, 60 % obligations souverain, 30 % obligations *corporate*), avec pour objectif de maintenir la volatilité du portefeuille inférieure à 5 % par an. La gestion repose sur l'analyse fondamentale et ESG. Il est rattaché aux secteurs Dommages et Finance/Épargne.

Six OPC en unités de comptes ont également été créés et consolidés au 30 juin 2016 :

- Denim diff zone euro ;
- OFI Actions monde ;
- OFI Action Europe ;
- OFI Prudent profil prudent ;
- OFI Dynamique profil dynamique ;
- OFI Équilibre profil équilibre.

## CESSIONS ET SORTIES DU PÉRIMÈTRE

Deux OPC sortent du périmètre de consolidation suite à la cession des titres détenus (OFI court terme ISR), ou à la perte de contrôle (Octra Ter Sponsor).

## AUTRES MOUVEMENTS

- Mutavie : Le pourcentage d'intérêt du groupe Macif dans Mutavie est passé de 97,89 % à 98,47 % suite à une acquisition complémentaire de titres ;
- Apivia Participations (ex Smam Assurance) : Cette entité a procédé à une augmentation de capital, souscrite exclusivement par les minoritaires en échange d'un apport de titres Concept Holding ; Parallèlement, le groupe Macif s'est porté acquéreur d'une partie des titres Concept Holding détenus par les minoritaires (+7,16 %). À l'issue de ces deux opérations le pourcentage d'intérêts du groupe Macif passe, dans Apivia Participations de 95,5 % à 95 %, et dans Concept Holding de 87,87 % à 99,75 % ;
- Andac Gestion : la société Andac Gestion a été absorbée par la société Apivia Santé (ex Smam Courtage) au cours du premier semestre 2016. Cette restructuration, entre deux sociétés déjà consolidées au 31 décembre 2015, reste sans impact sur les comptes au 30 juin 2016.

## 5.2 Activité

Au 30 juin 2016, les cotisations acquises du groupe Macif s'élevaient à 3 126 millions d'euros contre 2 940 millions

d'euros au 30 juin 2015. Elles sont en progression de 6,3 % (3,4 % à périmètre de consolidation identique).

(en milliers d'euros)

	30 juin 2016	30 juin 2015		Variation	
		Publié	Retraité	K€	%
<b>Dommages</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 518 157</b>	<b>1 518 157</b>	<b>15 173</b>	<b>1%</b>
Auto	947 955	876 544	943 331	4 624	
Habitation	404 204	390 624	391 713	12 491	
Autres	181 171	250 989	183 113	-1 942	
<b>Finance/Épargne</b>	<b>1 109 362</b>	<b>1 034 219</b>	<b>1 034 219</b>	<b>75 143</b>	<b>7%</b>
Supports en €	1 100 981	1 028 683	1 028 683	72 298	
Supports en UC	8 381	5 536	5 536	2 845	
<b>Santé/Prévoyance</b>	<b>483 063</b>	<b>387 341</b>	<b>387 341</b>	<b>95 722</b>	<b>25%</b>
Santé	406 770	311 895	311 895	94 875	
Prévoyance	76 293	75 446	75 446	847	
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>	<b>2 939 717</b>	<b>186 038</b>	<b>6%</b>

**En Dommages** : les cotisations acquises sont en progression de 1 % soit une évolution de 15 millions d'euros par rapport à juin 2015. Cette croissance est principalement portée par le contrat Habitation dont les cotisations progressent de 3,1 % à l'issue du 1er semestre soit +12 millions d'euros. Cette évolution s'explique par une augmentation de la cotisation moyenne de 3,5 % portée par un développement légèrement supérieur à celui de 2015 à ce stade de l'année et par l'évolution tarifaire annuelle.

Pour le contrat Automobile qui représente 62 % du chiffre d'affaires du secteur Dommages, les cotisations acquises sont en hausse de 0,5 %. Le portefeuille à fin juin présente une croissance de 0,8 %, la cotisation moyenne quant à elle diminue de 0,4 % en lien avec les évolutions tarifaires à la baisse retenues pour l'échéance 2016.

Enfin, la catégorie « Autres » qui représente un total de cotisations acquises de 181 millions d'euros (183 millions en 2015) rassemble principalement les contrats Dommages corporels individuels. Nous observons une diminution de 1,1 %, soit environ 2 millions d'euros.

**En Finance/Épargne** : le groupe Macif a réalisé un encaissement brut de 1 109 millions d'euros à fin juin 2016, en augmentation de 7 % par rapport au premier semestre 2015. La collecte se concentre sur les supports en euros

(99 %) et plus particulièrement sur le contrat Livret Vie (75 %), produit axé sur la disponibilité de l'épargne. Elle provient des sociétaires Macif à plus de 95 %. La collecte sur les supports en unités de compte progresse (+51 %) entre juin 2015 et juin 2016, suite à la commercialisation du contrat Multi-vie depuis le mois de février 2016. Les affaires nouvelles connaissent une hausse en nombre et en montant. Les versements programmés progressent également, alors que les versements libres sont plutôt en repli en nombre.

Le nombre de souscripteurs est en hausse de 0,5 % depuis le début de l'année et le taux d'équipement du sociétariat reste stable à 17,6 %.

**En Santé/Prévoyance**: les cotisations acquises atteignent 483 millions d'euros. Elles augmentent de près de 96 millions d'euros (+25 %) compte tenu de la prise en compte des cotisations acquises de l'entité Smam Mutuelle (aujourd'hui fusionnée au sein de la Smip devenue Apivia Mutuelle). A périmètre constant, la progression des cotisations ressort à 3 %. Les contrats Santé individuelle représentent 69,9 % des cotisations de ce secteur.

Pour le groupe Macif, le détail des cotisations acquises s'établit comme suit par entité juridique.

	30 juin 2016		30 juin 2015		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Dommages</b>	<b>1 533 330</b>	<b>49%</b>	<b>1 518 157</b>	<b>52%</b>	<b>15 173</b>	<b>1%</b>
Macif	1 532 823		1 516 933		15 890	
Macifilia	102		245		-143	
Thémis	405		979		-574	
<b>Finance/Épargne</b>	<b>1 109 362</b>	<b>36%</b>	<b>1 034 219</b>	<b>35%</b>	<b>75 143</b>	<b>7%</b>
Mutavie	1 109 362		1 034 219		75 143	
<b>Santé/Prévoyance</b>	<b>483 063</b>	<b>15%</b>	<b>387 341</b>	<b>13%</b>	<b>95 722</b>	<b>25%</b>
Macif-Mutualité	269 773		259 378		10 395	
Apivia Mutuelle (ex Smip)	127 241		-		127 241	
Smip	-		31 416		-31 416	
AG2R Macif Prévoyance	-		8 705		-8 705	
MNFCT	15 960		13 166		2 794	
MPIBM	20 245		20 753		-508	
MNPAF	49 844		53 923		-4 079	
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>100%</b>	<b>2 939 717</b>	<b>100%</b>	<b>186 038</b>	<b>6%</b>

### 5.3 Résultats

Le groupe Macif enregistre un résultat net - part du Groupe de 15 millions d'euros contre 146 millions d'euros au 30 juin 2015. Le compte de résultat peut être résumé comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>	<b>186 038</b>	<b>6%</b>
Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-3 097 294	-2 890 114	-207 180	
<b>Marge brute</b>	<b>28 461</b>	<b>49 603</b>	<b>-21 142</b>	
Charges/produits nets des cessions en réassurance	61 624	-21 486	83 110	
<b>Marge nette</b>	<b>90 085</b>	<b>28 117</b>	<b>61 968</b>	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-336 095	-291 866	-44 229	
Autres charges et produits opérationnels courants	-71 270	-55 600	-15 670	
<b>Marge technique</b>	<b>-317 280</b>	<b>-319 349</b>	<b>2 069</b>	<b>1%</b>
Produits des placements nets de charges - Hors mise en juste valeur	359 904	555 372	-195 468	
Produits des placements nets de charges - Mise en juste valeur	-56 877	49 448	-106 325	
Participation aux bénéfices différée sur juste valeur	19 814	-38 023	57 838	
<b>Marge financière</b>	<b>322 841</b>	<b>566 797</b>	<b>-243 956</b>	<b>-43%</b>
Autres produits et charges opérationnels	-8 341	-12 927	4 586	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 780</b>	<b>234 521</b>	<b>-237 301</b>	<b>-101%</b>
Charge de financement	-16 492	-18 098	1 606	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	13 260	14 609	-1 349	
Impôts sur les résultats	23 490	-82 123	105 613	
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>17 478</b>	<b>148 909</b>	<b>-131 431</b>	<b>-88%</b>
Intérêts minoritaires	2 655	2 754	-99	
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>14 822</b>	<b>146 155</b>	<b>-131 333</b>	<b>-90%</b>

**La marge technique** : la marge technique ressort à -317 millions d'euros contre -319 millions d'euros au 30 juin 2015. Cette légère amélioration masque de fortes disparités sectorielles commentées infra. Tous secteurs confondus, on observe une progression de la charge des prestations,

partiellement absorbée par le solde de réassurance. Les frais généraux sont également en croissance sous l'effet de l'intégration des entités entrées dans le périmètre de consolidation en fin d'année 2015 (entités de l'ex groupe Smam).

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>	<b>186 038</b>	<b>6%</b>
Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-3 097 294	-2 890 114	-207 180	
Charges/produits nets des cessions en réassurance	61 624	-21 486	83 110	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-336 095	-291 866	-44 229	
Autres charges et produits opérationnels courants	-71 270	-55 600	-15 670	
<b>Marge technique</b>	<b>-317 280</b>	<b>-319 349</b>	<b>2 069</b>	<b>1%</b>

**La marge financière** : la marge financière s'élève à 323 millions d'euros contre 567 millions d'euros au 30 juin 2015. Elle est pénalisée par le contexte de baisse prolongée des cours des actions et OPC actions, qui se traduit par une progression des dépréciations et un impact défavorable de

la mise en juste valeur. Cette baisse des cours a également conduit le groupe Macif à réduire ses programmes de cessions, et par voie de conséquence les plus-values qui accompagnent ces programmes.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
Produits des placements	439 472	427 339	12 133	
Charges des placements	-31 132	-13 386	-17 746	
Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciations et d'amortissements	61 317	149 531	-88 214	
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	-56 877	49 448	-106 325	
Variation des dépréciations sur placements	-109 753	-8 112	-101 641	
<b>Produits financiers nets de charges</b>	<b>303 027</b>	<b>604 820</b>	<b>-301 793</b>	<b>-50%</b>
Participation aux bénéfices différée sur mise en juste valeur	19 814	-38 023	57 838	
<b>Marge financière</b>	<b>322 841</b>	<b>566 797</b>	<b>-243 956</b>	<b>-43%</b>

**Le résultat opérationnel** : le résultat opérationnel du 1<sup>er</sup> semestre 2016 s'établit à -3 millions d'euros contre 235 millions d'euros au 30 juin 2015. Ce repli traduit la dégradation de la marge financière (-244 millions d'euros).

Les autres produits et charges opérationnels présentent un solde net de -8 millions d'euros contre -13 millions d'euros au 30 juin 2015.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
Marge technique	-317 280	-319 349	2 069	
Marge financière	322 841	566 797	-243 956	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 561</b>	<b>247 448</b>	<b>-241 887</b>	<b>-98%</b>
Autres produits et charges opérationnels	-8 341	-12 927	4 586	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 780</b>	<b>234 521</b>	<b>-237 301</b>	<b>-101%</b>

**La quote-part dans les résultats des entreprises associées** : la contribution des entités consolidées par mise en équivalence (MEE) ressort à 13 millions d'euros contre 15 millions d'euros au 30 juin 2015. Toutes les entités contribuent positivement au résultat du groupe Macif. La société BPCE Assurances apporte la part la plus significative,

avec près de 8 millions d'euros, soit près de 58 % du total des résultats transmis par les entreprises mises en équivalence. Le détail des contributions par entité se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
Groupe IMA	1 290	1 449	-160	
BPCE Assurances	7 655	9 285	-1 630	
Socram Banque	2 244	1 987	257	
SCI Galvani	411	389	21	
Axe France	751	707	44	
IME	910	791	119	
<b>Quote-part dans les résultats des entreprises MEE</b>	<b>13 260</b>	<b>14 609</b>	<b>-1 347</b>	<b>-9%</b>



**Les impôts sur les résultats :** Au 30 juin 2016 le groupe Macif constate un produit d'impôt de 23 millions d'euros contre une charge de 82 millions d'euros au 30 juin 2015. Ce produit d'impôt correspond aux impôts différés générés

par l'activation des déficits reportables du Groupe et la mise en juste valeur par résultat. La charge d'impôt exigible ressort à -1 million d'euros.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
Impôts exigibles	-856	-76 258	75 402	
Impôts différés	24 346	-5 865	30 211	
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>23 490</b>	<b>-82 123</b>	<b>105 613</b>	<b>-129%</b>

**Le résultat net - part du Groupe** s'établit à 15 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 146 millions d'euros au 30 juin 2015.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	%
Résultat net de l'ensemble consolidé	17 478	148 909	-131 431	
Intérêts minoritaires	2 655	2 754	-99	
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>14 822</b>	<b>146 155</b>	<b>-131 333</b>	<b>-90%</b>

La contribution de chaque secteur d'activité au résultat net - part du Groupe est la suivante :

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	30 juin 2016	30 juin 2015
<b>Cotisations acquises</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 109 362</b>	<b>483 063</b>	-	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>
Charges des prestations (hors participation aux bénéfices sur juste valeur)	-1 407 137	-1 321 682	-368 475	-	-3 097 294	-2 890 114
<b>Marge brute</b>	<b>126 193</b>	<b>-212 320</b>	<b>114 588</b>	-	<b>28 461</b>	<b>49 603</b>
Charges/produits nets des cessions en réassurance	59 470	-146	2 300	-	61 624	-21 486
<b>Marge nette</b>	<b>185 663</b>	<b>-212 466</b>	<b>116 888</b>	-	<b>90 085</b>	<b>28 117</b>
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-214 033	-45 933	-76 129	-	-336 095	-291 866
Autres charges et produits opérationnels courants	-43 601	-12 052	-14 874	-743	-71 270	-55 600
<b>Marge technique</b>	<b>-71 971</b>	<b>-270 451</b>	<b>25 885</b>	<b>-743</b>	<b>-317 280</b>	<b>-319 349</b>
Produits des placements nets de charges - Hors juste valeur	49 114	292 121	13 491	5 178	359 904	555 372
Produits des placements nets de charges - Juste valeur	-16 897	-37 676	-2 353	48	-56 877	49 448
Participation aux bénéfices différée sur juste valeur	-	19 814	-	-	19 814	-38 023
<b>Marge financière</b>	<b>32 217</b>	<b>274 259</b>	<b>11 138</b>	<b>5 226</b>	<b>322 841</b>	<b>566 797</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-39 754</b>	<b>3 808</b>	<b>37 023</b>	<b>4 484</b>	<b>5 561</b>	<b>247 448</b>
Autres produits et charges opérationnels	-9 515	2 392	-1 496	278	-8 341	-12 927
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-49 269</b>	<b>6 200</b>	<b>35 527</b>	<b>4 762</b>	<b>-2 780</b>	<b>234 521</b>
Charge de financement	-13 767	-2 628	-97	-	-16 492	-18 098
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10 265	2 995	-	-	13 260	14 609
Impôts sur les résultats	33 170	955	-11 221	585	23 490	-82 123
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>-19 600</b>	<b>7 522</b>	<b>24 208</b>	<b>5 348</b>	<b>17 478</b>	<b>148 909</b>
Intérêts minoritaires	-35	154	453	2 084	2 655	2 754
<b>Résultat net - part du Groupe au 30 juin 2016</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>	<b>146 155</b>

**En Dommages**, la contribution au résultat net - part du Groupe ressort à -20 millions d'euros contre 109 millions d'euros au 30 juin 2015. La marge technique s'établit à -72 millions d'euros contre 33 millions d'euros au 30 juin 2015. Le repli observé s'explique principalement par une forte dégradation de la sinistralité liée aux événements naturels

(inondations, grêle) et aux dommages corporels lourds. Cette sinistralité exceptionnellement élevée n'est que partiellement compensée par l'évolution du solde de réassurance qui passe de -20 millions d'euros au 30 juin 2015 à +59 millions d'euros au 30 juin 2016. Cela s'explique pour 45 millions d'euros par le changement des modalités



d'estimation des charges de sinistres cédées en excédent de perte. La progression des frais généraux contribue également à majorer le ratio combiné net qui passe de 97,8 % au 30 juin 2015 à 104,5 % au 30 juin 2016.

La marge financière s'établit à 32 millions d'euros, en baisse de 120 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2015. Elle se caractérise par un effort important de provisionnement, un repli du niveau des plus-values réalisées et par l'impact défavorable de la mise en juste valeur par résultat.

Enfin, les autres charges et produits opérationnels ressortent à -10 millions d'euros contre -7 millions d'euros au 30 juin 2015.

Le résultat opérationnel s'établit à -49 millions d'euros contre 178 millions d'euros au 30 juin 2015.

**En Finance/Épargne**, la contribution au résultat net - part du Groupe s'élève à 7 millions d'euros contre 19 millions d'euros au 30 juin 2015. Le premier semestre 2016 se caractérise par une diminution de la collecte nette (235 millions d'euros contre 285 millions d'euros au 30 juin 2015). Les produits financiers sont en repli en raison de la diminution des plus-values de cession. Au final, le résultat

opérationnel s'établit à 6 millions d'euros contre 28 millions d'euros au 30 juin 2015.

**En Santé/Prévoyance**, la contribution au résultat net - part du Groupe est de 24 millions d'euros contre 15 millions d'euros au 30 juin 2015. Cette contribution s'appuie sur la progression de la marge technique, en lien avec la bonne maîtrise de la sinistralité et des frais généraux. Le ratio combiné net passe de 97,9 % à fin juin 2015, à 95 % au 30 juin 2016.

La marge financière est pénalisée par la mise en juste valeur (-2 millions d'euros) et la baisse des plus-values de cessions (-8 millions d'euros). Elle ressort à 11 millions d'euros contre 20 millions d'euros au 30 juin 2015. Le résultat opérationnel s'élève à 36 millions d'euros contre 22 millions d'euros au 30 juin 2015.

Pour le secteur **Gestion d'actifs**, la contribution au résultat net - part du Groupe reste stable à 3 millions d'euros. Les opérations de gestion génèrent un déficit de 1 million d'euros en lien avec la diminution des commissions de gestion. La marge financière permet de rétablir une contribution bénéficiaire. Le résultat opérationnel ressort à 5 millions d'euros contre 6 millions d'euros au 30 juin 2015.

## 5.4 Éléments financiers

Au 30 juin 2016, le total du bilan s'élève à 41 milliards d'euros, en croissance de près de 16 %. Plusieurs facteurs concourent à expliquer cette forte progression (présence de titres mis en pension, constatation d'une créance sur les sociétaires compte tenu d'un appel d'échéance au 1<sup>er</sup> avril). Retraite de ces éléments liés à la saisonnalité, la croissance du total du bilan s'élève à 10 %.

A l'actif, la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance s'établit à 33 milliards d'euros, soit

près de 81 % du total du bilan. Sur ce poste, l'impact de la mise en juste valeur représente 3,7 milliards d'euros au 30 juin 2016, contre 3,0 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Cette progression traduit l'impact de la baisse des taux d'intérêt sur la valorisation des produits de taux. Les actifs immobiliers du groupe Macif figurent sur une ligne distincte au bilan, et restent majoritairement valorisés en coût historique.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015	Variation	%
Coût amorti brut	29 486 915	27 330 652	2 156 263	8%
Corrections de valeurs	-222 866	-138 382	-84 484	-61%
Coût amorti net	29 264 049	27 192 270	2 071 779	8%
Réévaluations	3 746 605	3 010 181	736 424	24%
<b>Valeur au bilan</b>	<b>33 010 654</b>	<b>30 202 451</b>	<b>2 808 203</b>	<b>9%</b>

La répartition des placements entre les différents supports se caractérise par un renforcement du poids des OPC à revenus fixes au détriment des obligations détenues en

direct. Les produits de taux restent largement majoritaires dans le total des placements financiers des entreprises d'assurance.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016		31 déc. 2015	
	K€	%	K€	%
Actions	542 229	2%	587 452	2%
OPC à revenus variables	3 865 695	12%	3 693 423	12%
Obligations	24 390 009	74%	23 310 380	77%
OPC à revenus fixes	4 045 336	12%	2 463 639	8%
Prêts	161 224	0%	146 282	1%
Autres	6 161	0%	1 275	0%
<b>Placements financiers</b>	<b>33 010 654</b>	<b>100%</b>	<b>30 202 451</b>	<b>100%</b>

La répartition des placements financiers par méthode de valorisation reste stable. Les placements financiers sont

principalement valorisés en « juste valeur », et notamment en « juste valeur » par les réserves AFS (*Available For Sale*).

(en milliers d'euros)	30 juin 2016		31 déc. 2015	
	K€	%	K€	%
Actifs disponibles à la vente (AFS) <sup>1</sup>	30 361 022	92%	27 763 563	92%
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>trading</i> )	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) <sup>2</sup>	2 488 408	8%	2 292 606	8%
Prêts	161 224	0%	146 282	0%
Autres	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>33 010 654</b>	<b>100%</b>	<b>30 202 451</b>	<b>100%</b>

<sup>1</sup> Available for sale

<sup>2</sup> Fair value option

Au passif du bilan, les passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance s'élevaient à 29,9 milliards d'euros soit plus de 74 % du total bilan au 30 juin 2016.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015	Variation	%
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance hors UC	29 748 378	27 482 563	2 265 815	8%
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance en UC	168 048	175 249	-7 201	-4%
<b>Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>29 916 426</b>	<b>27 657 812</b>	<b>2 258 614</b>	<b>8%</b>

Les passifs des contrats d'assurance sont en progression de près de 2,3 milliards d'euros dont 1,5 milliard d'euros sur les provisions pour cotisations non acquises, compte tenu d'un appel d'échéance au 1<sup>er</sup> avril pour le portefeuille des

contrats Macif, et près de 351 millions d'euros pour les provisions d'assurance-vie (capitalisation de l'épargne des détenteurs de contrats d'assurance-vie).

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015	Variation	%
Provisions d'assurance vie	20 150 318	19 799 469	350 849	2%
Provisions pour cotisations non acquises	2 271 352	796 179	1 475 173	185%
Provisions pour sinistres à payer	4 939 108	4 728 295	210 813	4%
Provisions pour participation aux bénéfices	723 379	541 381	181 998	34%
Autres passifs techniques	1 664 221	1 617 239	46 982	3%
Passifs techniques en UC	168 048	175 249	-7 201	-4%
<b>Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>29 916 426</b>	<b>27 657 812</b>	<b>2 258 614</b>	<b>8%</b>

## 5.5 Solvabilité

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 3 230 millions d'euros en hausse de 3,6 % par rapport au

31 décembre 2015. Ils ne prennent en compte aucun passif subordonné.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015	Variation	%
Capital social ou fonds équivalents	254 442	252 071	2 371	1%
Réserve de réévaluation	668 031	567 508	100 523	18%
Autres réserves	2 310 972	2 106 450	204 522	10%
Autres éléments du résultat global	-18 645	-10 820	-7 826	72%
Résultat de l'exercice	14 822	201 392	-186 569	-93%
<b>Fonds propres Groupe</b>	<b>3 229 622</b>	<b>3 116 600</b>	<b>113 021</b>	<b>4%</b>

La progression des fonds propres représente plus de 113 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Elle s'appuie principalement sur la hausse de la réserve de réévaluation (101 millions d'euros) qui enregistre, dans un contexte de

baisse des taux, les variations de juste valeur des placements obligataires. Elle est également soutenue par le résultat net de la période (+15 millions d'euros).

(en milliers d'euros)	Capital	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net Groupe	Total
<b>Situation à la clôture au 31 déc. 2015</b>	<b>252 071</b>	<b>567 508</b>	<b>2 106 450</b>	<b>-10 820</b>	<b>201 392</b>	<b>3 116 600</b>
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-	533 973	-	-	-	533 973
Participation aux bénéfices différée	-	-381 339	-	-	-	-381 339
Impôts exigibles et différés	-	-52 720	-	4 109	-	-48 611
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-11 935	-	-11 935
Variations de périmètre	-	582	-	-	-	582
<b>Revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>100 496</b>	<b>-</b>	<b>-7 826</b>	<b>-</b>	<b>92 670</b>
Résultat net	-	-	-	-	14 822	14 822
<b>Total des produits et pertes reconnus</b>	<b>-</b>	<b>100 496</b>	<b>-</b>	<b>-7 826</b>	<b>14 822</b>	<b>107 493</b>
Droits d'adhésion	2 371	-	-	-	-	2 371
Affectation du résultat	-	-	201 392	-	-201 392	-
Variations de périmètre	-	-	498	-	-	498
Autres variations	-	26	2 632	-	-	2 658
<b>Situation à la clôture au 30 juin 2016</b>	<b>254 442</b>	<b>668 031</b>	<b>2 310 972</b>	<b>-18 645</b>	<b>14 822</b>	<b>3 229 622</b>

Au 30 juin 2016, les dettes de financement (hors mises en pension) représentent 23 % des fonds propres Groupe, soit

une part quasi identique à celle observée au 31 décembre 2015.

(en milliers d'euros)	30 juin 2016		31 déc. 2015	
	K€	%	K€	%
Dettes subordonnées	610 670	83%	619 435	82%
Dettes envers les entreprises bancaires	118 548	16%	128 351	17%
Autres dettes de financement - Hors mises en pension	8 130	1%	9 437	1%
<b>Sous total</b>	<b>737 348</b>	<b>100%</b>	<b>757 223</b>	<b>100%</b>
Autres dettes de financement - Mises en pension	2 595 129	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 332 477</b>		<b>757 223</b>	
Fonds propres Groupe	3 229 622		3 116 600	
<b>Ratio (dettes de financement hors mises en pension/Fonds propres Groupe)</b>		<b>23%</b>		<b>24%</b>

Conformément à la réglementation européenne Solvabilité II, le groupe Macif est tenu de couvrir sa marge de solvabilité. La marge de solvabilité ajustée du groupe Macif est déterminée, tous les trois mois, sur la base du

bilan prudentiel consolidé établi en normes Solvabilité II. Au 30 juin 2016, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de marge de solvabilité.





# **2. COMPTES CONSOLIDÉS**

<b>1. BILAN</b>	<b>22</b>
<b>2. COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>24</b>
<b>3. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>25</b>
<b>4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>26</b>
<b>5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>28</b>
<b>6. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>30</b>

# 1. Bilan

## 1.1 Actif

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Notes		
Écarts d'acquisition	132 398	132 398
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-
Autres immobilisations incorporelles	98 640	95 264
<b>1 Actifs incorporels</b>	<b>231 038</b>	<b>227 662</b>
Immobilier de placement	631 088	609 851
Immobilier de placement en UC	-	-
2 Placements financiers	33 010 654	30 202 451
3 Placements financiers en UC	168 048	175 249
16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>33 809 790</b>	<b>30 987 551</b>
<b>4 Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>275 682</b>	<b>295 725</b>
<b>5 Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>375 562</b>	<b>370 649</b>
<b>6 Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>674 587</b>	<b>513 869</b>
7 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	360 334	366 872
8 Frais d'acquisition reportés	125 736	125 389
15 Participation aux bénéfices différée active	-	-
9 Actifs d'impôts différés	1 553	277
Créances nées des opérations d'assurance	2 049 198	637 127
Créances nées des opérations de réassurance	22 248	102 071
Créances d'impôt exigible	56 199	29 259
Autres créances	305 158	269 667
<b>Autres actifs</b>	<b>2 920 426</b>	<b>1 530 662</b>
<b>10 Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>11 Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 241 783</b>	<b>1 101 659</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>40 528 868</b>	<b>35 027 777</b>

## 1.2 Passif

(en milliers d'euros)		30 juin 2016	31 déc. 2015
Notes			
	<i>Capital social ou fonds équivalents</i>	254 442	252 071
	<i>Primes d'émission, de fusion et d'apport</i>	-	-
	<i>Réserve de réévaluation</i>	668 031	567 508
	<i>Autres réserves</i>	2 289 982	2 077 992
	<i>Résultats cumulés</i>	2 344	17 637
	<i>Résultat net</i>	14 822	201 392
<b>12</b>	<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>3 229 622</b>	<b>3 116 600</b>
12	Intérêts minoritaires	75 539	78 152
	<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>3 305 161</b>	<b>3 194 752</b>
	<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>168 100</b>	<b>155 631</b>
	Dettes subordonnées	610 670	619 435
	Dettes de financement représentées par des titres	-	-
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	118 548	128 351
	Autres dettes de financement	2 603 259	9 437
<b>13</b>	<b>Dettes de financement</b>	<b>3 332 477</b>	<b>757 223</b>
	<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance hors UC</i>	29 748 378	27 482 563
	<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	168 048	175 249
<b>14</b>	<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>29 916 426</b>	<b>27 657 812</b>
	<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	263 645	265 631
	<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-
	<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-
	<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>263 645</b>	<b>265 631</b>
	Instrument dérivé séparé sur contrats	-	-
<b>15</b>	<b>Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>2 030 249</b>	<b>1 689 978</b>
	<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>32 210 320</b>	<b>29 613 421</b>
	<b>Ressources des activités du secteur bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>9</b>	<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>302 836</b>	<b>278 289</b>
	<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>587 117</b>	<b>340 451</b>
	Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	4 853	571
<b>16</b>	<b>Instrument dérivé passifs</b>	<b>1 466</b>	<b>1 870</b>
	Dettes nées des opérations d'assurance	55 829	58 629
	Dettes nées des opérations de réassurance	138 881	87 052
	Dettes d'impôt exigible	11 619	91 540
	Autres dettes	410 210	448 348
	<b>Autres passifs</b>	<b>622 858</b>	<b>688 010</b>
<b>10</b>	<b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>Total du passif</b>	<b>40 528 868</b>	<b>35 027 777</b>

## 2. Compte de résultat

(en milliers d'euros)		30 juin 2016	30 juin 2015
Notes			
	Primes émises	4 605 756	4 441 174
	Variation des primes non acquises	-1 480 001	-1 501 457
<b>17</b>	<b>Primes acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>
	Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-
	Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	68 625	52 401
	Autres produits d'exploitation (nets de charges)	-80 510	-54 415
	Produits des placements	439 472	427 339
	Charges des placements	-31 132	-13 386
	Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	61 317	149 531
	Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	-56 877	49 448
	Variation des dépréciations sur placements	-109 753	-8 112
	<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>303 027</b>	<b>604 820</b>
<b>18</b>	<b>Charges des prestations des contrats</b>	<b>-3 077 480</b>	<b>-2 928 137</b>
	Produits des cessions en réassurance	-103 667	-97 674
	Charges des cessions en réassurance	165 291	76 188
<b>19</b>	<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>61 624</b>	<b>-21 486</b>
	Charges d'exploitation bancaire	-	-
	Charges des autres activités	-52 416	-47 713
	Frais d'acquisition des contrats	-258 774	-228 299
	Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-
	Frais d'administration	-77 321	-63 567
	Autres produits et charges opérationnels courants	-6 969	-5 873
	<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 561</b>	<b>247 448</b>
	Autres produits et charges opérationnels	-8 341	-12 927
	<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 780</b>	<b>234 521</b>
	Charge de financement	-16 492	-18 098
	Quote-part dans les résultats des entreprises associées	13 260	14 609
<b>20</b>	<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>23 490</b>	<b>-82 123</b>
	Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-
	<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>17 478</b>	<b>148 909</b>
	Intérêts minoritaires - résultats	2 655	2 754
	<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>14 822</b>	<b>146 155</b>



### 3. État du résultat global

(en milliers d'euros)	30 juin 2016		
	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
<b>Résultat net</b>	<b>14 822</b>	<b>2 655</b>	<b>17 478</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>100 496</b>	<b>-161</b>	<b>100 335</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	533 973	6 567	540 540
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-381 339	-5 925	-387 264
<i>Impôts différés</i>	-52 720	-221	-52 941
<i>Autres éléments</i>	582	-582	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>-7 827</b>	<b>-30</b>	<b>-7 856</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	-11 935	-45	-11 981
<i>Impôts différés</i>	4 109	15	4 125
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>92 669</b>	<b>-191</b>	<b>92 479</b>
<b>Résultat global</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>

(en milliers d'euros)	30 juin 2015		
	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
<b>Résultat net</b>	<b>146 155</b>	<b>2 754</b>	<b>148 909</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-69 473</b>	<b>-168</b>	<b>-69 641</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	-401 821	-7 161	-408 981
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	295 947	6 905	302 852
<i>Impôts différés</i>	36 401	88	36 489
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>4 767</b>	<b>11</b>	<b>4 778</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	7 280	17	7 297
<i>Impôts différés</i>	-2 514	-6	-2 520
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-64 706</b>	<b>-157</b>	<b>-64 863</b>
<b>Résultat global</b>	<b>81 449</b>	<b>2 597</b>	<b>84 046</b>

## 4. Tableau de variation des capitaux propres

### 4.1 Au 30 juin 2016

(en milliers d'euros) Notes	Part du Groupe						Total	Intérêts mino-ritaires	Total
	Capital	Primes	Réserve de réévaluat°	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net			
<b>Capitaux propres 31 décembre 2015</b>	<b>252 071</b>	-	<b>567 508</b>	<b>2 106 450</b>	<b>-10 820</b>	<b>201 392</b>	<b>3 116 601</b>	<b>78 152</b>	<b>3 194 753</b>
Incidence des réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>	-	-	<b>533 973</b>	-	-	-	<b>533 973</b>	<b>6 567</b>	<b>540 540</b>
<i>Gain/perte d'évaluation pris en capitaux propres</i>	-	-	605 379	-	-	-	605 379	7 454	612 833
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-71 406	-	-	-	-71 406	-887	-72 293
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Gain/perte pris en capitaux propres</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 Participation différée brute d'impôts différés	-	-	-381 339	-	-	-	-381 339	-5 925	-387 264
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	582	-	-	-	582	-582	-
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-	-11 935	-	-11 935	-45	-11 980
Impôts exigibles ou différés	-	-	-52 720	-	4 109	-	-48 611	-206	-48 816
<b>Revenu net reconnu en capitaux propres</b>	-	-	<b>100 496</b>	-	<b>-7 826</b>	-	<b>92 670</b>	<b>-190</b>	<b>92 480</b>
Résultat net	-	-	-	-	-	14 822	14 822	2 655	17 478
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>	-	-	<b>100 496</b>	-	<b>-7 826</b>	<b>14 822</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>
12 Droits d'adhésion	2 371	-	-	-	-	-	2 371	-	2 371
12 Affectation du résultat	-	-	-	201 392	-	-201 392	-	-	-
12 Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres	-	-	-	498	-	-	498	-4 717	-4 219
12 Autres variations	-	-	26	2 632	-	-	2 658	-361	2 297
<b>Capitaux propres 30 juin 2016</b>	<b>254 442</b>	-	<b>668 031</b>	<b>2 310 972</b>	<b>-18 646</b>	<b>14 822</b>	<b>3 229 623</b>	<b>75 539</b>	<b>3 305 161</b>

## 4.2 Au 30 juin 2015

(en milliers d'euros) Notes	Part du Groupe						Total	Intérêts mino-ritaires	Total
	Capital	Primes	Réserve de réévaluat°	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net			
<b>Capitaux propres 31 décembre 2014</b>	<b>246 996</b>	-	<b>660 141</b>	<b>1 896 469</b>	<b>-17 570</b>	<b>176 715</b>	<b>2 962 751</b>	<b>76 790</b>	<b>3 039 541</b>
Incidence des réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>	-	-	<b>-401 821</b>	-	-	-	<b>-401 821</b>	<b>-7 161</b>	<b>-408 982</b>
<i>Gain/perte d'évaluation pris en capitaux propres</i>	-	-	-327 461	-	-	-	-327 461	-6 333	-333 794
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-74 360	-	-	-	-74 360	-828	-75 188
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Gain/perte pris en capitaux propres</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 Participation différée brute d'impôts différés	-	-	295 947	-	-	-	295 947	6 905	302 852
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écart actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-	7 280	-	7 280	17	7 297
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts exigibles ou différés	-	-	36 401	-	-2 514	-	33 887	82	33 970
<b>Revenu net reconnu en capitaux propres</b>	-	-	<b>-69 473</b>	-	<b>4 766</b>	-	<b>-64 707</b>	<b>-157</b>	<b>-64 863</b>
Résultat net	-	-	-	-	-	146 155	146 155	2 754	148 909
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>	-	-	<b>-69 473</b>	-	<b>4 766</b>	<b>146 155</b>	<b>81 448</b>	<b>2 597</b>	<b>84 046</b>
12 Droits d'adhésion	2 542	-	-	-	-	-	2 542	-	2 542
12 Affectation du résultat	-	-	-	176 715	-	-176 715	-	-	-
12 Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres	-	-	-	-626	-	-	-626	636	10
12 Autres variations	-	-	26	9 992	-	-	10 018	-620	9 398
<b>Capitaux propres 30 juin 2015</b>	<b>249 538</b>	-	<b>590 694</b>	<b>2 082 550</b>	<b>-12 804</b>	<b>146 155</b>	<b>3 056 133</b>	<b>79 404</b>	<b>3 135 536</b>

## 5. Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b>	<b>-2 780</b>	<b>234 813</b>
<i>Plus et moins-values de cession des placements</i>	-58 420	-145 471
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	27 655	28 159
<i>Variation des frais d'acquisition reportés</i>	-437	-21
<i>Variation des dépréciations</i>	75 429	-19 108
<i>Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats</i>	2 071 097	2 159 288
<i>Dotations nettes aux autres provisions</i>	4 102	-13 397
<i>Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)</i>	19 938	-50 193
<i>Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel</i>	52 770	15 511
<b>Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement</b>	<b>2 192 134</b>	<b>1 974 768</b>
<i>Variation des créances et dettes d'exploitation</i>	-1 258 499	-1 174 894
<i>Variation des valeurs données ou reçues en pension</i>	2 595 129	2 110 214
<i>Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs</i>	9 905	29 353
<i>Impôts nets décaissés</i>	-92 004	10 326
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>3 443 885</b>	<b>3 184 580</b>
<i>Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise</i>	-333	-242
<i>Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée</i>	-	-
<i>Prises de participation dans des entreprises associées</i>	-	-
<i>Cessions de participations dans des entreprises associées</i>	-	-
<b>Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre</b>	<b>-333</b>	<b>-242</b>
<i>Cessions de placements financiers (y compris Unités de Compte) et instruments dérivés</i>	7 671 191	5 718 670
<i>Cessions d'immobilier de placement</i>	60 399	77 612
<i>Cessions des placements &amp; instruments dérivés des autres activités</i>	3 884	2 960
<b>Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers</b>	<b>7 735 474</b>	<b>5 799 242</b>
<i>Acquisition de placements financiers (y compris Unités de Compte) et instruments dérivés</i>	-9 919 137	-7 052 517
<i>Acquisition d'immobilier de placement</i>	-24 705	-40 442
<i>Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités</i>	-30 612	-193
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers</b>	<b>-9 974 454</b>	<b>-7 093 152</b>
<i>Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-3 300	5 136
<i>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-21 819	-21 304
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incorporelles</b>	<b>-25 119</b>	<b>-16 168</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-2 264 432</b>	<b>-1 310 320</b>
12 <i>Droits d'adhésion</i>	2 371	2 543
<i>Émissions d'instruments de capital</i>	-	-
<i>Remboursements d'instruments de capital</i>	-	-
<i>Opérations sur actions propres</i>	-	-
<i>Dividendes payés</i>	3 206	-328
<b>Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires</b>	<b>5 577</b>	<b>2 215</b>
<i>Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement</i>	-	1 036
<i>Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement</i>	-13 588	-5 631
<i>Intérêts payés sur dettes de financement</i>	-35 600	-18 098
<b>Flux de trésorerie liés au financement du Groupe</b>	<b>-49 188</b>	<b>-22 693</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-43 611</b>	<b>-20 478</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 101 088</b>	<b>1 371 111</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>3 443 885</b>	<b>3 184 580</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-2 264 432</b>	<b>-1 310 320</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-43 611</b>	<b>-20 478</b>
<b>Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin</b>	<b>2 236 930</b>	<b>3 224 892</b>

Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de

trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
<b>Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 236 930</b>	<b>3 224 892</b>
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	4 853	39 790
<b>11 Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 241 783</b>	<b>3 264 682</b>

## PRÉCISIONS CONCERNANT LES TABLEAUX PRÉSENTÉS CI-DESSUS

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Cette rubrique comprend les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme. Elle regroupe également les OPC de trésorerie qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Pour le groupe Macif, il s'agit des OPC dits « réguliers » (les OPC dits « dynamiques » étant présentés au bilan dans la rubrique Placements).

Les soldes de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie figurant au bilan ne font l'objet d'aucune restriction quant à la disponibilité de ces montants pour une utilisation par une société du Groupe.

### FLUX DE TRÉSORERIE

Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

### ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Il s'agit des principales activités génératrices de produits du Groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le Groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations/diminutions de capital, de l'émission/remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du Groupe.

### IMPÔTS NETS DÉCAISSÉS

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.

Cette ligne correspond au montant de la charge d'impôt de l'exercice majoré de la variation des créances et dettes d'impôt exigible.

## 6. Annexe aux comptes consolidés

<b>6.1</b>	<b>INFORMATIONS GÉNÉRALES</b>	<b>31</b>		
6.1.1	Présentation du Groupe	31		
6.1.2	Déclaration de conformité	31		
6.1.3	Préparation des états financiers	34		
6.1.4	Estimations et jugements	34		
<b>6.2</b>	<b>FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE AU 30 JUIN 2016</b>	<b>35</b>		
6.2.1	Faits marquants	35		
6.2.2	Événements postérieurs à la clôture au 30 juin 2016	36		
<b>6.3</b>	<b>PÉRIMÈTRE</b>	<b>36</b>		
6.3.1	Définition du périmètre	36		
6.3.2	Principes et méthodes de consolidation	36		
6.3.3	Liste des entités consolidées	38		
6.3.4	Évolution du périmètre	41		
6.3.5	Effets des variations de périmètre	42		
<b>6.4</b>	<b>PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION</b>	<b>42</b>		
6.4.1	Conversion monétaire	42		
6.4.2	Opérations internes entre sociétés consolidées	42		
6.4.3	Regroupements d'entreprises	43		
6.4.4	Segmentation sectorielle	44		
<b>6.5</b>	<b>PRINCIPES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION</b>	<b>44</b>		
6.5.1	Actifs incorporels	44		
6.5.2	Immeubles de placement et immeubles d'exploitation	45		
6.5.3	Placements financiers	46		
6.5.4	Instruments dérivés	49		
6.5.5	Investissements dans les entreprises associées	50		
6.5.6	Actifs corporels	50		
6.5.7	Frais d'acquisition reportés	50		
6.5.8	Impôts	50		
6.5.9	Créances et dettes d'exploitation, autres actifs et autres passifs	51		
6.5.10	Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées	51		
6.5.11	Trésorerie et équivalents de trésorerie	52		
6.5.12	Capitaux propres	52		
6.5.13	Provisions pour risques et charges	53		
6.5.14	Passifs relatifs aux contrats d'assurance et contrats financiers	53		
6.5.15	Réassurance : acceptations et cessions en réassurance	56		
6.5.16	Dettes de financement	57		
6.5.17	Cotisations et primes	57		
6.5.18	Sinistres	57		
6.5.19	Frais de gestion	58		
6.5.20	Résultat opérationnel courant	58		
6.5.21	Charge de financement	58		
6.5.22	Événements postérieurs à la clôture	58		
<b>6.6</b>	<b>COMPARABILITÉ DES COMPTES</b>	<b>59</b>		
6.6.1	Changements de réglementation comptable	59		
6.6.2	Changements de méthodes comptables, d'estimations comptables et corrections d'erreurs	59		
6.6.3	Changements de présentation comptable	61		
6.6.4	Changements liés aux effets de variations de périmètre	61		
<b>6.7</b>	<b>NOTES COMPLÉMENTAIRES SUR LES COMPTES</b>	<b>62</b>		
<b>6.8</b>	<b>COMPTES SECTORIELS</b>	<b>92</b>		
6.8.1	Au 30 juin 2016	92		
6.8.2	Au 31 décembre 2015	96		
6.8.3	Au 30 juin 2015	98		
<b>6.9</b>	<b>AUTRES INFORMATIONS</b>	<b>100</b>		
6.9.1	Engagements donnés et reçus	100		
6.9.2	Instruments financiers inscrits au bilan par méthode de gestion	101		

## 6.1 Informations générales

### 6.1.1 Présentation du Groupe

La Macif, société d'assurance mutuelle à cotisations variables, est la structure de tête d'un Groupe exerçant principalement des activités d'assurance. Régie par le Code des assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de Pied de Fond – 79000 Niort. La Macif est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Niort sous le numéro 781 452 511. Pour répondre aux besoins des sociétaires/clients, le groupe Macif est présent dans les domaines de l'assurance dommages, de l'assurance santé, de la prévoyance, de

l'assurance-vie, de l'épargne, du crédit et de la banque. Il exerce également des activités dans le secteur de la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Macif et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (cf. note 6.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 30 août 2016.

### 6.1.2 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés semestriels du groupe Macif sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34.

#### NORMES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS APPLICABLES DE FAÇON OBLIGATOIRE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2016

Normes ou interprétations		Dates d'application* IASB	Dates d'adoption par l'UE	Dates d'application* obligatoire en UE
Amendements à IAS 1	Présentation des états financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2016	18 décembre 2015	1 <sup>er</sup> janvier 2016
Amendements à IAS 16 et IAS 38	Modes d'amortissement acceptables	1 <sup>er</sup> janvier 2016	2 décembre 2015	1 <sup>er</sup> janvier 2016
Amendements à IAS 19	Cotisations des membres du personnel	1 <sup>er</sup> juillet 2014	9 janvier 2015	1 <sup>er</sup> février 2015
Amendements à IFRS 11	Acquisition d'intérêt dans une activité conjointe	1 <sup>er</sup> janvier 2016	24 novembre 2015	1 <sup>er</sup> janvier 2016
Amendements à IAS 27	Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	1 <sup>er</sup> janvier 2016	18 décembre 2015	1 <sup>er</sup> janvier 2016
Améliorations annuelles 2010-2012		1 <sup>er</sup> juillet 2014	17 décembre 2014	1 <sup>er</sup> février 2015
Améliorations annuelles 2012-2014		1 <sup>er</sup> janvier 2016	15 décembre 2015	1 <sup>er</sup> janvier 2016

\* Exercices ouverts à compter de cette date  
UE : Union européenne

Au 30 juin 2016, le Groupe applique les nouveaux textes parus au Journal officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire.

- Amendements à IAS 1 - Présentation des états financiers. Ces amendements visent à renforcer la pertinence et la lisibilité des états financiers en précisant les notions de matérialité et de jugement professionnel, notions sur lesquelles les entités doivent s'appuyer pour sélectionner les informations à produire ;

- Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Modes d'amortissement acceptables. Ces amendements précisent que l'utilisation d'une méthode d'amortissement fondée sur les revenus n'est pas appropriée, car les revenus générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques liés à cet actif. Ils indiquent également que le revenu est, en général, présumé être une base inappropriée pour mesurer la consommation des avantages économiques

liés à un actif incorporel. Cette présomption peut cependant être réfutée dans certaines circonstances limitées ;

- Amendements à IAS 19 - Cotisations de membres du personnel. Ces amendements s'appliquent aux contributions des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. Ils visent à simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d'années de service du membre du personnel ;
- Amendements à IFRS 11 - Acquisition d'intérêts dans une activité conjointe. Ces amendements précisent comment comptabiliser l'acquisition d'une participation dans une activité conjointe qui constitue une activité au sens IFRS 3 « regroupements d'entreprises » ;
- Amendements à IAS 27. Les amendements à IAS 27 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 "Participations dans des entreprises associées et

coentreprises" pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées ;

- Améliorations annuelles 2010-2012. Dans le cadre de la procédure d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié le 12 décembre 2013 une série d'amendements sur les normes suivantes : IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, IFRS 3 - Regroupements d'entreprises, IFRS 8 - Secteurs opérationnels, IFRS 13 - Évaluation à la juste valeur, IAS 16 - Immobilisations corporelles, IAS 38 - Immobilisations incorporelles, IAS 24 - Informations relatives aux parties liées ;
- Améliorations annuelles 2012-2014. Ces textes prévoient des amendements mineurs à quatre normes.

Ces nouveaux textes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes semestriels au 30 juin 2016.

#### NORMES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS APPLICABLES PAR ANTICIPATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2016

Normes ou interprétations		Dates d'application* IASB	Dates d'adoption par l'UE	Dates d'application* obligatoire en UE
Amendements à IAS 7	Initiatives concernant les informations à fournir	1 <sup>er</sup> janvier 2017	NC	NC
Amendements à IAS 12	Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées	1 <sup>er</sup> juillet 2017	NC	NC

\* Exercices ouverts à compter de cette date

UE : Union européenne

NC : Non connu

Le groupe Macif n'applique par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation lorsque l'application n'est qu'optionnelle.

Au 30 juin 2016, cela concerne :

- Amendements IAS 7 - Initiatives concernant les informations à fournir. Ces dispositions prévoient les informations à fournir pour permettre aux lecteurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans les activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie ;

- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées. Ces amendements visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'IS relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur.

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.



## NORMES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENT NON ENCORE APPLICABLES

Normes ou interprétations		Dates d'application* IASB	Dates d'adoption par l'UE	Dates d'application* obligatoire en UE
IFRS 9	Instruments financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
IFRS 16	Contrats de location	1 <sup>er</sup> janvier 2019	NC	NC
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée	Reportée	Reportée	Reportée
Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28	Entités d'investissement	1 <sup>er</sup> janvier 2016	NC	NC
Amendements à IFRS 15	Clarifications	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Amendements à IFRS 2	Classement et évaluation des transactions à base d'actions	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC

\* Exercices ouverts à compter de cette date

UE : Union européenne

NC : Non connu

Le groupe Macif n'applique aucune norme, amendement ou interprétation lorsque le texte concerné n'est pas adopté par l'Union européenne.

Au 30 juin 2016, cela concerne :

- La norme IFRS 9 - Instruments financiers. Cette norme, publiée définitivement le 24 juillet 2014, est d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, en remplacement de la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle prévoit une classification des instruments financiers en fonction des modalités de gestion selon la façon dont ils sont gérés par une entité (son *business model*) et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers. En fonction de leur classification, les instruments financiers sont évalués au coût amorti ou à la juste valeur (par résultat ou par autres éléments du résultat global). Le nouveau modèle de pertes de valeur prévoit la reconnaissance des pertes attendues sur créances, fondées sur les informations historiques, courantes ou prévisionnelles disponibles. La norme alignera plus précisément la comptabilité de couverture sur la gestion des risques ;
- La norme IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients. Cette norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients. Sont exclus les contrats qui relèvent de normes spécifiques : les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. La norme IFRS 15 remplace IAS 11 - Contrats de construction et IAS 18 - Produits des

activités ordinaires, ainsi que les interprétations correspondantes. Le nouveau texte prévoit cinq étapes pour la comptabilisation d'un produit :

- Identification du (des) contrat(s) avec un client ;
  - Identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat ;
  - Détermination du prix de la transaction ;
  - Affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance ;
  - Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.
- La norme IFRS 16 - Contrats de location. Cette norme change la définition du contrat de location et impose la comptabilisation aux bilans des preneurs des actifs et passifs des contrats concernés. Corrélativement, la charge de location sera remplacée par la constatation d'une dotation aux amortissements et une charge d'intérêt ;
  - Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. La date d'entrée en vigueur de ces amendements a été repoussée par l'IASB. Ces amendements prévoient les conditions de reconnaissance en résultat des cessions ou apports d'actifs entre le Groupe et les entités consolidées par mise en équivalence ;
  - Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissements. Ces amendements clarifient les règles d'exemption de consolidation applicables aux entités d'investissement qui sont elles-mêmes des sociétés mères ;

- Amendements à IFRS 15 - Clarifications. Ces textes indiquent comment identifier une obligation de prestation, déterminer si une société agit pour son propre compte ou comme mandataire/agent, déterminer si le revenu issu d'une licence de propriété intellectuelle devrait être enregistré à un instant donné ou dans le temps ;

- Amendements à IFRS 2 - Classement et évaluation de transaction à base d'actions. Ces textes précisent les modalités de comptabilisation applicables à ces opérations.

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.

### 6.1.3 Préparation des états financiers

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du CNC 2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

#### LE BILAN

Le bilan est présenté sur la base d'un ordre croissant de liquidité, cette présentation étant généralement plus pertinente pour les entreprises d'assurance que la classification entre éléments courants et éléments non courants. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

#### LE COMPTE DE RÉSULTAT

L'analyse des charges est présentée par fonction. Les produits financiers nets regroupent les produits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, les autres charges et produits financiers.

Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. Le coût de l'endettement brut est présenté sur une ligne distincte appelée « Charge de financement ». Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

#### L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Le groupe Macif a opté pour une présentation détaillée des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres Groupe. La part revenant aux minoritaires est présentée séparément, avec le même niveau de détail.

#### LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat opérationnel.

### 6.1.4 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques

différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Au 30 juin 2016, les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- Les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation ;
- Une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de bourse ou de transactions

- récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou l'actif net réévalué ;
- Les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués ;
- Les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation ;

- Les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, tables de mortalité, rotation des effectifs ;
- La part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers, avec l'appréciation en cours d'exercice des contrats de réassurance annuels.

Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

## 6.2 Faits marquants et événements postérieurs à la clôture au 30 juin 2016

### 6.2.1 Faits marquants

#### SFEREN

Le conseil d'administration Sferen en date du 12 mai 2016 a décidé de réorienter le partenariat entre les groupes Macif et Matmut. Il a acté la fin du processus de rapprochement devant, à horizon du 1<sup>er</sup> janvier 2018, conduire les deux assureurs mutualistes à former un groupe intégré et prudentiel au sens Solvabilité II à savoir gouvernance commune, solidarité financière et mise en commun de moyens. Les assemblées générales des deux groupes ont ainsi approuvé la demande de dissolution de la Sgam Sferen, qui prendra effet après l'absence d'opposition des autorités compétentes. Les deux groupes ont également confirmé leur intention de conserver les coopérations existantes sous une forme moins intégratrice. La réorientation de ce partenariat n'a pas d'incidence sur le niveau d'activité du groupe Macif.

#### IMPACTS FINANCIERS DES ÉVÉNEMENTS NATURELS (INONDATIONS, GRÊLES)

Le premier semestre 2016 est caractérisé par la survenance de plusieurs événements naturels (grêles et inondations en mai et juin). Le coût global de ces événements est évalué pour le groupe Macif à près de 147 millions d'euros avant réassurance et 73 millions d'euros après réassurance. Après impôt, cette charge impacte le résultat net – part du Groupe à hauteur de -48 millions d'euros.

#### PROVISIONS MATHÉMATIQUES DES RENTES

Suite à la baisse du taux moyen des emprunts d'État (TME), le taux de référence servant à la détermination du taux d'actualisation des provisions mathématiques des rentes a été ramené de 1,12 % fin décembre 2015 à 0,91 % au 30 juin 2016. Cette diminution des taux d'actualisation a conduit à un rechargement des provisions mathématiques des rentes pour un montant de 34 millions d'euros. Après impôt, cette charge impacte le résultat net – part du Groupe à hauteur de -22 millions d'euros.

#### MISE EN JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2016, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 33 011 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 747 millions d'euros contre 3 010 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette progression des justes valeurs traduit principalement l'impact de la baisse des taux sur la valorisation des portefeuilles obligataires. Elle se comptabilise majoritairement dans la réserve de réévaluation. A contrario, la juste valeur des actifs par résultat enregistre un repli. Après impôt, la mise en juste valeur des actifs financiers impacte le résultat net – part du Groupe à hauteur de -14 millions d'euros.

## 6.2.2 Événements postérieurs à la clôture au 30 juin 2016

### MAUREL & PROM

La compagnie pétrolière Maurel & Prom a annoncé la signature d'un accord en vue de la cession par son premier actionnaire, Pacifico, de ses 25 % dans le capital du Groupe à la compagnie d'État indonésienne Pertamina. Si cette opération est autorisée par les autorités réglementaires compétentes, et si elle obtient une recommandation favorable du conseil d'administration de Maurel & Prom, Pertamina s'est engagé à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur l'ensemble des titres de la société. Les termes des deux transactions resteraient identiques : 4,20 euros par action assortis d'un complément de prix par titre de 0,50 euro. Cette prime serait payée si, au cours de l'année 2017,

le prix du Brent est supérieur à 65 dollars le baril pendant trois mois consécutifs.

L'opération valoriserait Maurel & Prom entre 797 millions d'euros (sans complément de prix) et 892 millions d'euros.

Le groupe Macif détient actuellement un peu moins de 14 millions de titres Maurel & Prom, soit près de 6,85 % du capital de cette structure. Si les opérations en cours se concrétisaient en 2016, et si la Macif décidait d'apporter ses titres à l'offre publique d'achat, une plus-value (avant impôt) de près de 31 millions d'euros serait constatée dans les comptes consolidés (hors complément de prix).

## 6.3 Périmètre

### 6.3.1 Définition du périmètre

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de la Macif et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Dans l'appréciation du contrôle, il est tenu compte :

- Des droits de vote potentiels, actuellement exerçables ou convertibles (y compris les options en dehors de la monnaie), détenus tant par l'entreprise que par des tiers ;

- Et, le cas échéant, des clauses spécifiques prévues par les statuts ou les pactes d'actionnaires.

Les entreprises dont la contribution est non significative sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1 % des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

### 6.3.2 Principes et méthodes de consolidation

#### INTÉGRATION GLOBALE

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe :

- Dispose de droits substantifs pour diriger les activités clés ;
- Dispose de droits (ou est exposé) à des rendements variables ;
- A la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir dont il dispose.

Cette méthode de consolidation est retenue quelle que soit la forme juridique de la filiale. Elle s'applique notamment aux entités (mutuelles ou institutions de prévoyance) sans lien capitalistique avec la Macif, mais intégrées au groupe Macif de par leur affiliation à la Sgam Macif. Elle concerne également les OPC et les SCI contrôlés de manière exclusive. Pour les OPC, la part non détenue par le Groupe est enregistrée en « Dettes envers les porteurs d'OPC consolidés ».

## MISE EN ÉQUIVALENCE

Cette méthode de consolidation est retenue pour les entités dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le Groupe possède une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieures à l'acquisition est comptabilisée en « Autres réserves ».

### 6.3.3 Liste des entités consolidées

Dénomination sociale	Pays	Méthode *	30 juin 2016		31 déc. 2015	
			% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
<b>Domages</b>						
Macif	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Idmacif	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Macifilia	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Thémis	France	IG	99,95%	99,95%	99,95%	99,95%
Compagnie Foncière Macif	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Foncière de Lutèce	France	IG	97,11%	97,11%	97,11%	97,11%
Lesseps Promotion	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
M. A&S	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Marseille Grand Littoral	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Siem	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SNC Paranjou	France	IG	99,98%	97,09%	99,98%	97,09%
BPCE Assurances	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Groupe IMA	France	MEE	28,27%	28,27%	28,27%	28,27%
SCI Galvani	France	MEE	50,00%	48,55%	50,00%	48,55%
Inter Mutuelles Entreprises	France	MEE	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%
<b>Finance/Épargne</b>						
Mutavie	France	IG	98,47%	98,47%	97,89%	97,89%
Socram Banque	France	MEE	33,72%	33,72%	33,72%	33,72%
Macifin'	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Axe France	France	MEE	50,00%	49,24%	50,00%	48,94%
SCI Aix Robole	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Aix Tech'indus	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Amiens Gare	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Angers Gresille	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Puteaux Dion Bouton 2010	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Bordeaux Lac	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Bordeaux Pessac 93	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Bordouill	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	97,89%
SCI Bron 35eme RA	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Bron Chene	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Bron Edison	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Bruges Fieuzal	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Cergy Mercury	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Chilly 89	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Dijon 95	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Pont Acharde	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Paris Vivienne 2013	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Toulouse 2012	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Grenoble Eurenepolis	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Grenoble Gieres	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Grenoble 2008	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Herblay Gros Murger	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Ivry 90	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Gerland 2015	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Limoges Ester	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Marseille les Docks	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Maubourg 2005	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Montpellier Centuries	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Montpellier Nogueres	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Axeo 2010	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Nantes La Perouse	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%

\* IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

Dénomination sociale	Pays	Méthode *	30 juin 2016		31 déc. 2015	
			% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
<b>Finance/Épargne</b>						
SCI Nantes Moulin Neuf	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Neyron Village	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Nice Le Louvre	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Niort Tardy	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Paris Joubert	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Pessac 89	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Pissaloup 89	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Pointe d'Abeau	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Poitiers Carnot	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Poitiers Chasseneuil	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Poitiers Gare	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Poitiers République	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Portes de Bordeaux	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Rueil Monier 2012	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Roubaix Gambetta	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Rouen Rouvray	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Saint Germain	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Senart Combs	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Strasbourg Illkirch	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Désir Saint Martin 2010	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Toulouse 90	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	96,81%
SCI Toulouse Bruguières	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Toulouse Ramonville	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI C2 Bernard 2010	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Tremblay Axe 104	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Tremblay Farman	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Villeneuve d'Ascq Citypar	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Wasquehal les 3 Chênes	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCI Wissous Arago 95	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	97,50%
SCS M1	France	IG	99,90%	98,37%	99,90%	97,79%
SCS M2	France	IG	99,80%	98,28%	99,80%	97,69%
<b>Santé/Prévoyance</b>						
Macif-Mutualité	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Apivia Mutuelle	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MNPAF	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Mutuelle du Personnel IBM	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MNFCT	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Sécurimut	France	IG	54,00%	53,63%	54,00%	53,48%
Apivia Participations (ex Smam Assurance)	France	IG	95,00%	95,00%	95,50%	95,50%
Apivia Santé (ex Smam Courtage)	France	IG	100,00%	95,00%	100,00%	95,50%
Andac Gestion	France		-	-	100,00%	95,50%
Concept Holding	France	IG	100,00%	99,75%	87,87%	87,87%
Apivia Prévoyance (ex Smam Prévoyance)	France	IG	100,00%	99,75%	100,00%	87,87%
SCI du Cavalier Bellifontain	France	IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI Sismip	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Le Logis des Francs	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Les Marais	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Oloron	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Saint Jacques	France	IG	100,00%	95,00%	100,00%	95,50%

\* IG : Intégration globale  
MEE : Mise en équivalence



Dénomination sociale	Pays	Méthode *	30 juin 2016		31 déc. 2015	
			% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
<b>Gestion d'actifs</b>						
OFI Holding	France	IG	60,93%	60,93%	60,93%	60,93%
OFI Asset Management	France	IG	100,00%	60,93%	100,00%	60,93%
Macif Participations	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
<b>OPC</b>						
Actimacif 1	France	IG	100,00%	99,23%	100,00%	98,94%
Actimacif 5	France	IG	94,85%	93,75%	100,00%	98,40%
Actimacif 6	France	IG	100,00%	99,14%	100,00%	98,82%
EAC Ecofimonde FCP	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	97,89%
Ecofi Zone Euro	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	97,89%
EDRIM Macif Signatures	France	IG	100,00%	98,82%	100,00%	98,37%
Equi-Convictions	France	IG	71,47%	70,66%	62,10%	61,12%
Equi-Sélection	France	IG	53,49%	52,73%	-	-
Macif Croissance durable et solidaire	France	IG	89,03%	88,39%	75,77%	75,01%
Macif Global Convertibles	France	IG	100,00%	98,67%	100,00%	98,06%
Macif High Yield 2018	France	IG	100,00%	98,63%	100,00%	98,12%
Macif Investment Grade Emerging Bond	France	IG	100,00%	98,60%	100,00%	98,07%
MCDS MG responsable et solidaire	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	97,89%
MF Santé SPPICAV	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MG Croissance durable Europe	France	IG	99,98%	98,45%	99,87%	97,77%
MG Croissance durable France	France	IG	99,93%	98,40%	99,98%	97,87%
MG Expansion France	France	IG	99,39%	97,87%	99,34%	97,24%
Octra Ter Sponsors	France		-	-	42,19%	41,53%
OFI Actions Monde (ex MSDR MG Environnement Monde)	France	IG	99,92%	98,40%	99,79%	97,69%
OFI Court terme ISR	France		-	-	56,36%	55,57%
OFI Dynamique	France	IG	87,51%	86,17%	-	-
OFI Euro High Yield	France	IG	76,50%	75,63%	79,04%	77,81%
OFI Infra Multi Select FCPR	France	IG	100,00%	98,64%	100,00%	98,12%
OFI Macif Global Convertibles	France	IG	100,00%	98,67%	100,00%	98,06%
OFI Obligations ISR	France	IG	42,10%	41,46%	56,13%	54,96%
OFI Prudent	France	IG	74,33%	73,76%	-	-
OFI Seed	France	IG	57,93%	57,93%	58,22%	58,22%
OFI Smart Beta	France	IG	100,00%	98,68%	87,25%	85,66%
OMP1	France	IG	60,00%	60,00%	59,88%	59,88%
Preim defence Sppicav	France	IG	55,38%	54,53%	55,38%	54,21%
SSP /M -(PNI) Euro Equity	Luxembourg	IG	89,04%	87,94%	46,26%	45,63%
SSP Ofi Large Cap Euro	Luxembourg	IG	71,74%	71,04%	99,57%	97,75%
SSP/M- (LZA) Euro Equity	Luxembourg	IG	87,00%	85,92%	100,00%	98,16%
SWEN PE Select Europa II	France	IG	100,00%	98,96%	99,90%	98,46%
SWEN PE Select Europa III	France	IG	78,42%	77,22%	78,42%	76,76%
UBI Macif EM IG Corp Bonds	France	IG	100,00%	98,54%	100,00%	97,98%
FCT Zencap Infra DEBT	France	IG	38,83%	38,38%	100,00%	98,42%
Denim diff zone euro	France	IG	100,00%	98,47%	-	-
OFI Actions monde	France	IG	99,59%	98,07%	-	-
OFI Actions Europe	France	IG	100,00%	98,47%	-	-
OFI Prudent profil prudent	France	IG	100,00%	98,47%	-	-
OFI Dynamique profil dynamique	France	IG	100,00%	98,47%	-	-
OFI Équilibre profil équilibre	France	IG	100,00%	98,47%	-	-

\* IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence



### 6.3.4 Évolution du périmètre

Au 30 juin 2016, le groupe Macif rassemble 142 structures réparties sur quatre secteurs d'activité : Dommages, Finance/Épargne, Santé/Prévoyance, Gestion d'actifs.

	30 juin 2016	31 déc. 2015
Structures contrôlées	136	129
Structures sous influence notable	6	6
<b>Total</b>	<b>142</b>	<b>135</b>

#### ACQUISITIONS ET ENTRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2016 neuf OPC sont entrées dans le périmètre de consolidation :

- **Equi Sélection** : ce fonds investit sur les grandes capitalisations de la zone euro avec pour objectif de réaliser une performance supérieure à l'indice Euro Stoxx 50. Le processus de gestion est fondé sur une sélection de titres basée sur des critères fondamentaux (valorisation, qualité du management, stratégie de l'entreprise, etc.). Il est rattaché au secteur Finance/Épargne.
- **OFI Dynamique** : ce fonds investit sur les marchés obligataires et actions de la zone euro, avec pour objectif de réaliser une performance supérieure à un indice composite (50 % actions +33 % obligataire souverain +17 % obligataire *corporate*), tout en maintenant la volatilité du portefeuille inférieure à 15 % par an. L'exposition aux actions peut varier entre 0 et 100 %. La gestion complète l'analyse fondamentale des titres sélectionnés par une analyse ESG. Il est rattaché au secteur Finance/Épargne.
- **OFI Prudent** : ce fonds diversifié a pour but de dépasser, sur un horizon de placement recommandé supérieur ou égal à deux ans, son indicateur de référence (10 % actions, 60 % obligations souverain, 30 % obligations *corporate*), avec pour objectif de maintenir la volatilité du portefeuille inférieure à 5 % par an. La gestion repose sur l'analyse fondamentale et ESG. Il est rattaché aux secteurs Dommages et Finance/Épargne.

Six OPC en unités de comptes ont également été créés et consolidés au 30 juin 2016 :

- Denim diff zone euro ;
- OFI Actions monde ;
- OFI Actions Europe ;
- OFI Prudent profil prudent ;
- OFI Dynamique profil dynamique ;
- OFI Équilibre profil équilibre.

#### CESSIONS ET SORTIES DU PÉRIMÈTRE

Deux OPC sortent du périmètre de consolidation suite à la cession des titres détenus (OFI court terme ISR) ou à la perte de contrôle (Octra Ter Sponsor).

#### AUTRES MOUVEMENTS

- **Mutavie** : Le pourcentage d'intérêt du groupe Macif dans Mutavie est passé de 97,89 % à 98,47 % suite à une acquisition complémentaire de titres ;
- **Apivia Participations (ex Smam Assurance)** : Cette entité a procédé à une augmentation de capital, souscrite exclusivement par les minoritaires en échange d'un apport de titres Concept Holding. Parallèlement, le groupe Macif s'est porté acquéreur d'une partie des titres Concept Holding détenus par les minoritaires (+7,16 %). À l'issue de ces opérations le pourcentage d'intérêts du groupe Macif passe, dans Apivia Participations de 95,5 % à 95 % et dans Concept Holding de 87,87 % à 99,75 % ;
- **Andac Gestion** : la société Andac Gestion a été absorbée par la société Apivia Santé (ex Smam Courtage) au cours du premier semestre 2016. Cette restructuration, entre deux sociétés déjà consolidées au 31 décembre 2015, reste sans impact sur les comptes au 30 juin 2016.

### 6.3.5 Effets des variations de périmètre

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net - part du Groupe	Réserves Groupe (y compris réserves de réévaluation)	Capitaux propres Groupe
Mutavie	-	-	-	1 062	1 062
Autres	-	-	-	307	307
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 079</b>	<b>1 079</b>

## 6.4 Principes et méthodes de consolidation

### 6.4.1 Conversion monétaire

#### CONVERSION DES COMPTES

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du Groupe.

#### TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- Les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions

techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture ; les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ;

- Les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction ; les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ;
- Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

### 6.4.2 Opérations internes entre sociétés consolidées

Toutes les transactions sont éliminées, y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au Groupe. Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont éliminées à hauteur de la quote-part du Groupe dans

l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

### 6.4.3 Regroupements d'entreprises

Les opérations de regroupements postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (date de première adoption des normes IFRS par le groupe Macif) sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS3.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, ces opérations sont comptabilisées conformément à la norme IFRS 3 révisée. Les modifications apportées par la norme sont d'application prospective, et donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### ÉVALUATION DES ACTIFS, PASSIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Les actifs, passifs et passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- Des passifs d'assurance qui, conformément à IFRS 4, sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif ;
- Des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition d'IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle la Macif consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective. Pour chaque regroupement, le groupe Macif a la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts minoritaires soit à la juste valeur (méthode du *goodwill* complet), soit en fonction de leur pourcentage d'intérêt dans l'actif net identifiable (méthode du *goodwill* partiel).

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale sont comptabilisées comme une transaction entre actionnaires. Elles sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sans incidence sur le résultat ou les écarts d'acquisition antérieurement constatés. Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étapes, les

intérêts minoritaires antérieurement détenus par le Groupe sont réévalués à la juste valeur. L'ajustement correspondant est comptabilisé en résultat, avec, le cas échéant, une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de provisions fixés par la norme IAS 37. Les coûts de transactions directement attribuables à l'acquisition sont enregistrés au compte de résultat.

#### ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondant à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- Dans la rubrique « Écarts d'acquisition » pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale ;
- Dans la rubrique « Investissements dans les entreprises associées » pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels auxquels sont affectés le portefeuille ou l'entité nouvellement acquise.

#### TEST DE DÉPRÉCIATION

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être

constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe. Les Unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT

concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

#### DÉCOMPTABILISATION

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des UGT auxquelles ils se rattachent.

Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

### 6.4.4 Segmentation sectorielle

L'information sectorielle reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. Quatre secteurs d'activité sont identifiés :

- Dommages ;
- Finance/Épargne ;
- Santé/Prévoyance ;
- Gestion d'actifs.

L'information sectorielle est présentée de manière homogène avec les états financiers du Groupe.

Le résultat sectoriel est présenté après élimination des opérations réciproques. Ces opérations sont directement

comptabilisées dans les rubriques comptables et secteurs concernés. La création d'une ligne distincte « Opérations intersectorielles » n'est pas nécessaire à l'analyse du résultat net des différents secteurs du Groupe.

Le bilan sectoriel est présenté avant déduction des opérations intersectorielles. Ces opérations sont regroupées sur une ligne distincte en bas du bilan. Elles permettent de recouper les comptes sectoriels avec les contributions présentées dans certains détails de comptes de l'annexe.

## 6.5 Principes et méthodes d'évaluation

### 6.5.1 Actifs incorporels

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux).

Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- Évaluer les actifs incorporels en juste valeur ;
- Incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

## FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux six critères suivants :

- Faisabilité technique ;
- Intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre ;
- Capacité à utiliser ou vendre l'actif ;
- Probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne) ;
- Disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service. La durée moyenne d'amortissement est de cinq ans.

## LOGICIELS

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de trois ans pour les logiciels bureautiques et de cinq ans pour les autres logiciels.

## AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Les actifs incorporels sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de cinq ans ou, le cas échéant, la durée de leur protection juridique. Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

## 6.5.2 Immeubles de placement et immeubles d'exploitation

### VENTILATION ENTRE IMMOBILIER D'EXPLOITATION ET IMMOBILIER DE PLACEMENT

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés soit en immeubles de placement, soit en immeubles d'exploitation.

L'immobilier de placement regroupe les actifs immobiliers (terrain, construction, titres de SCI, autres titres à prépondérance immobilière) détenus par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

Les immeubles d'exploitation sont des bâtiments non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50 % par des sociétés faisant partie du Groupe.

### VALORISATION

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles.

Lors de chaque clôture, les immeubles sont comptabilisés au coût amorti, à l'exception des autres titres à prépondérance immobilière comptabilisés à la juste valeur par les réserves (AFS).

La juste valeur des immeubles de placement est présentée pour information en annexe.

## MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

	Bureaux standing	Bureaux exploitation	Bureaux placement	Centres commerciaux	Autres bâtiments	Entrepôts
Terrains	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.
Constructions	100 ans	60 ans	60 ans	50 ans	50 ans	30 ans
Façades et étanchéité	30 ans	30 ans	30 ans	25 ans	20 ans	25 ans
Installations techniques	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans	15 ans	15 ans
Agencements	10 ans	10 ans	10 ans	15 ans	10 ans	10 ans

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

### TEST DE DÉPRÉCIATION

Lors de chaque clôture, le groupe Macif apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs. En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

### CRÉDIT-BAIL

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-bails et de l'option d'achat. Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en « Dettes de financement ». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

## 6.5.3 Placements financiers

### NOTION DE JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier correspond, en principe, à son prix d'acquisition. Par la suite, les modalités de valorisation dépendent de la nature des titres concernés :

- Pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de bourse à chaque clôture. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des

transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales ;

- Pour un instrument coté sur un marché inactif, la juste valeur est obtenue à partir de modèles internes fondés sur des paramètres observables sur les marchés. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions, la forte dispersion des prix disponibles ou l'ancienneté des dernières transactions ;
- Pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normales s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des

flux de trésorerie actualisés et la quote-part d'actif net revenant au Groupe calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Dans les informations annexées aux états financiers, les actifs financiers valorisés en juste valeur sont répartis en trois catégories en fonction de la nature des données retenues pour déterminer la juste valeur :

- Catégorie de niveau 1 : actifs financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. Cette catégorie rassemble les instruments financiers cotés sans condition de rachat (actions, obligations, OPC, TCN, etc.) ;
- Catégorie de niveau 2 : actifs financiers dont l'évaluation repose sur des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables sur des marchés. Cette catégorie rassemble des obligations indexées, des BMTN indexés actions, les CDO, les TCN de trésorerie précomptés, les OPC et les OPC avec conditions de rachat ;
- Catégorie de niveau 3 : actifs financiers valorisés à partir de techniques fondées pour tout ou partie sur des paramètres inobservables sur des marchés. Cette catégorie regroupe les actifs non cotés (actions, obligations, TCN), les FCPR, les OPC *side pocket*.

La juste valeur de la majeure partie des placements financiers détenus par le groupe Macif est déterminée à partir de cotations obtenues sur des marchés actifs. Elle relève donc du niveau 1 de juste valeur.

## CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

Les instruments financiers sont classés en quatre catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- Actifs détenus à des fins de transaction (*trading*) ;
- Placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM) ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (*trading*) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en juste valeur à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de

transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers présentées ci-dessus. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont ensuite enregistrées dans un compte de capitaux propres intitulé « Réserve de réévaluation ». Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat.

## OPTION JUSTE VALEUR

L'option juste valeur consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat. Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- Concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou ;



- S'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou, élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de *mismatch*) ;

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- Les actifs détenus par des OPC consolidés ;
- Les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées...) ;
- Les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en unités de compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des unités de compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (cf. supra).

### DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Lors de chaque clôture, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur suite à un ou plusieurs événements dont les impacts sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif peuvent être évalués de manière fiable.

Les critères suivants constituent une indication objective de dépréciation, applicable à tous les actifs financiers quelle que soit leur nature (obligations, actions, prêts, créances) :

- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur de conditions très favorables qui n'auraient pas été octroyées en l'absence de difficultés financières de l'émetteur ;
- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ;
- La rupture de contrat telle que l'existence d'impayés en intérêts ou principal ;
- Une probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet instrument financier, suite à des difficultés financières de la contrepartie.

Ces facteurs peuvent ensemble ou individuellement apporter une preuve objective suffisante qu'une perte de valeur est survenue sur un actif ou un groupe d'actifs. Outre les indicateurs listés ci-dessus, certains indicateurs sont spécifiques aux obligations ou aux actions.

Pour les obligations (ou les autres instruments de dettes), seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Ce risque est considéré comme avéré dès lors qu'il est probable que le Groupe ne percevra pas tout ou partie des sommes qui lui sont dues. Dans ce cas, la perte de valeur, égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti, est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat.

Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions (ou les autres instruments de capitaux propres), le Groupe prend également en considération les actifs financiers en situation de moins-values latentes :

- **Significative** : la situation de moins-value latente est considérée significative si elle représente une baisse de plus de 30 % de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition ou ;
- **Prolongée** : la situation de moins-value est considérée prolongée si elle est avérée sur une période de six mois ou plus précédant la date de clôture.

La perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de Bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique « Réserve de réévaluation ».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.



## 6.5.4 Instruments dérivés

### DÉFINITION

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- Sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises, etc.) ;
- Il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé ;
- Il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des *swaps* de taux. Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture.

Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

### DÉRIVÉS NON QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté, à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat.

### DÉRIVÉS QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- Couverture de juste valeur : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat ;
- Couverture de flux de trésorerie : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. A contrario, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

### SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et ;
- L'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

S'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

## 6.5.5 Investissements dans les entreprises associées

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au coût d'acquisition,

retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition. Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au prorata de la participation du Groupe.

## 6.5.6 Actifs corporels

Les actifs corporels sont ceux détenus par le Groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise

en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants. La durée d'utilité se situe entre trois et vingt ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

## 6.5.7 Frais d'acquisition reportés

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition, relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime, est constatée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans le poste « Autres actifs ». La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance-vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais

d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de dix ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.

## 6.5.8 Impôts

### INTÉGRATION FISCALE

Le groupe Macif est régi selon les principes de neutralité définis par l'Administration fiscale.

Dans ce cadre, les filiales versent à la Macif, société intégrante, le montant des impôts dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration fiscale.

La société intégrante conserve donc les économies d'IS générées du fait de l'existant du groupe fiscal, à l'exception de certaines entités en phase de démarrage et d'investissement initial.

Au 30 juin 2016, le périmètre d'intégration fiscale rassemble dix-neuf sociétés :

Dénomination sociale	Date d'entrée
Macif (société intégrante)	1997
Macif Participations	1999
Macifilia	2000
Compagnie Foncière Macif	2001
Marseille Grand Littoral	2002
Lesseps Promotion	2002
Siem	2004
Macifimo	2004
Mutavie	2005
Niort Investissements	2005
Idmacif	2005
Thémis	2006
Macifin'	2008
M. A&S	2009
HDP Macif 2	2008
HDP Macif 4	2009
HDP Macif 5	2009
HDP Macif 6	2009
Foncière de Lutèce	2009

## IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation. Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles et pertes fiscales pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

### 6.5.9 Créances et dettes d'exploitation, autres actifs et autres passifs

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction. Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste

valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction. Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

### 6.5.10 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de douze mois suivant la clôture de l'exercice. Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs. Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs.

Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette

catégorie. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Cette ligne inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

### 6.5.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées. Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en

liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'OPC monétaires. Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (*trading*).

### 6.5.12 Capitaux propres

#### CAPITAUX PROPRES GROUPE

Les capitaux propres Groupe se composent des éléments suivants :

#### CAPITAL SOCIAL OU FONDS ÉQUIVALENTS

La ligne « Capital social ou fonds équivalents » correspond aux soldes comptables sociaux de la Macif et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

#### RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- De la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés ;
- De la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés ;
- Des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus.

#### AUTRES RÉSERVES ET RÉSULTATS CUMULÉS

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- Les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées ;
- L'incidence dans les réserves des retraitements consolidés, et notamment la part Groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des

sociétés françaises d'assurance-vie. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat ;

- Les autres éléments du résultat global, qui enregistrent les variations d'écarts actuariels sur les passifs sociaux du Groupe ;
- L'incidence de changement de méthodes comptables (notamment la réserve de première application des normes IFRS).

#### INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au Groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors OPC). La part des minoritaires dans les OPC du Groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

#### GESTION DES CAPITAUX PROPRES

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de la marge de solvabilité (Solvabilité II). Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés. Elle impose notamment, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé pour le groupe Macif, les calculs d'un ratio de solvabilité minimum (en dessous duquel l'intervention de l'autorité de contrôle est automatique) et d'un ratio de solvabilité cible (en fonction des risques supportés). Le calcul de la marge de solvabilité est réalisé tous les trois mois, et communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Au 30 juin 2016, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de la marge de solvabilité.

### 6.5.13 Provisions pour risques et charges

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

#### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage

l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du Groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie.

Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définies ; la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, comptes épargne temps et congés anniversaire. En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de sur complémentaire santé sur les remboursements proposés par le BCAC (Bureau commun des assurances collectives) aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

### 6.5.14 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et contrats financiers

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en trois catégories :

- Les contrats d'assurance ;
- Les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire ;
- Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la

norme IFRS 4. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

#### CONTRATS D'ASSURANCE

##### DÉFINITION

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique

(l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré. Un risque :

- D'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur ;
- Financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

#### PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- Les contrats d'assurance non-vie ;
- Les contrats d'assurance-vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros) ;
- Les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente ;
- Les contrats en unités de compte avec une garantie plancher significative.

#### COMPTABILISATION

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

#### CONTRATS D'ASSURANCE NON-VIE

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme.

Elle est calculée *prorata temporis* en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert.

Ces provisions constituent à ce titre un engagement et sont en conséquence reclassées en « Provisions pour participation aux bénéfices et excédents ».

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- Provisions mathématiques de rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation ;
- Provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1 ;
- Provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.



## CONTRATS D'ASSURANCE-VIE

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur.

Pour les contrats en unités de compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture. Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques.

La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 quinquies GC du Code général des impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrats existant à cette date.

Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elles regroupent une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée.

La provision pour participation aux bénéfices exigible représente le montant des fonds définitivement attribué aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produits. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéfices différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05).

Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95 % ou 100 %).

La provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- Au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels) ;
- À l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

## TEST D'ADÉQUATION DES PASSIFS

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance-vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance.

Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant.

En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

## SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- Leur valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises, etc.) ;
- L'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle ;
- Et fera l'objet de règlements dans le futur.

Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

#### CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRÉTIONNAIRE

##### DÉFINITION

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- Qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels ;
- Dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur ;
- Qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la

société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéfices, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

##### PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- Les contrats à prime unique ;
- Les contrats d'épargne retraite collective en euros.

##### COMPTABILISATION

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (cf. supra). En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

#### CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRÉTIONNAIRE

##### DÉFINITION

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéfices discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

##### PRINCIPAUX CONTRATS

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

##### COMPTABILITÉ REFLET OU «SHADOW ACCOUNTING»

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option *shadow accounting* définie selon la norme IFRS 4.

### 6.5.15 Réassurance : acceptations et cessions en réassurance

#### CLASSIFICATION

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions)

comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

#### COMPTABILISATION

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux



montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques apparaissant au passif. Les dépôts espèces reçus

des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif. Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en œuvre de la garantie.

### 6.5.16 Dettes de financement

Les dettes de financement comprennent :

- Les passifs subordonnés ;
- Les dettes de financement représentées par des titres ;
- Les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire ;
- Les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelée « méthode du taux effectif »). Les coûts directement attribuables à l'émission (commission,

honoraires, etc.) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.

Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit-bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne un contrat portant sur le financement d'un immeuble situé à Paris.

### 6.5.17 Cotisations et primes

Les cotisations et primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation. Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes

d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

### 6.5.18 Sinistres

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices

antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

### 6.5.19 Frais de gestion

---

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- Frais de règlement des sinistres - compris dans la charge de sinistres - ligne « Charges des prestations des contrats » ;
- Frais d'acquisition - ligne « Frais d'acquisition des contrats » ;
- Frais d'administration - ligne « Frais d'administration » ;

- Autres charges techniques - ligne « Autres produits d'exploitation nets de charges » ;
- Autres charges non techniques - ligne « Autres produits et charges opérationnels courants » ;
- Charges de placements - incluses dans le résultat financier sur la ligne « Charges des placements ».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clés de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

### 6.5.20 Résultat opérationnel courant

---

L'agrégat « Résultat opérationnel courant » du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif. Ces

derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

### 6.5.21 Charge de financement

---

La charge de financement comprend :

- Les intérêts sur passifs subordonnés, emprunts bancaires et découverts bancaires ;
- L'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts ;

- L'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts ;
- Les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

### 6.5.22 Événements postérieurs à la clôture

---

Les événements postérieurs à la clôture sont ceux survenus entre la date de clôture et la date d'établissement des états financiers.

Lorsque l'événement est lié à des conditions existantes à la date de clôture, il conduit à un ajustement des états financiers.

Lorsque l'événement n'est pas lié à des conditions existantes à la date de clôture, il fait l'objet d'une information en annexe si cette information est jugée significative et pertinente.

## 6.6 Comparabilité des comptes

### 6.6.1 Changements de réglementation comptable

Aucun changement de réglementation comptable n'impacte significativement les comptes au 30 juin 2016.

### 6.6.2 Changements de méthodes comptables, d'estimations comptables et corrections d'erreurs

#### RÉASSURANCE

Jusqu'en 2015, dans les comptes semestriels, l'activation ou non des traités en excédent de perte annuelle était basée sur la charge ultime au 30 juin au titre du premier semestre. La charge estimée du second semestre n'était pas prise en compte.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans les comptes semestriels, l'activation ou non des traités en excédent de perte annuelle (*Stop Loss*) repose désormais sur la charge ultime projetée au 31 décembre. La charge estimée du second semestre entre donc dans le calcul de franchissement de la priorité. La charge cédée au 30 juin est égale à la charge cédée prévisionnelle de l'année, calculée au prorata des assiettes brutes du traité en excédent de perte annuelle entre l'ultime vue au 30 juin et celle attendue au 31 décembre. L'anticipation de la charge ultime de fin d'année permet d'obtenir une vision plus économique du résultat en lissant les fluctuations des cessions intervenues entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre.

Cette modification a été analysée comme un changement d'estimation comptable pour les arrêtés semestriels. Elle est comptabilisée de manière prospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Au 30 juin 2016, cette nouvelle approche s'applique aux traités en excédent de perte annuelle (sinistres climatiques/catastrophes naturelles et revalorisation des rentes responsabilité civile) ; la charge cédée est de 45 millions d'euros avec cette nouvelle approche. Après prise en compte de l'impôt sur les résultats, l'impact sur le résultat net - part du Groupe s'élève à +29 millions d'euros.

#### FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS

Jusqu'au 31 décembre 2015, l'assiette de calcul des frais d'acquisition reportés de Mutavie (secteur Finance/Épargne) regroupait l'intégralité des frais d'acquisition supportés par cette entité (frais d'acquisition engagés directement par Mutavie, commissions sur versements et commissions sur encours). Ces frais étaient amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés au prorata de l'émergence des marges.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'assiette de calcul des frais d'acquisition reportés de Mutavie est désormais déterminée sur la base des coûts engagés par le réseau Macif pour la réalisation de la collecte de l'exercice. Compte tenu de contraintes opérationnelles, ces coûts ont, au 30 juin 2016, été estimés à partir des frais d'acquisition engagés directement par Mutavie et des commissions sur versements. Les commissions sur encours ont été maintenues dans les charges de l'exercice et ne sont donc plus activées. Cette nouvelle approche est plus économique car plus proche du profil d'émergence de marges des contrats concernés.

Cette modification de l'assiette de calcul des frais d'acquisition reportés a été analysée comme une correction d'erreur, comptabilisée rétrospectivement par retraitement des soldes d'ouverture des exercices 2016, 2015 et 2014 (2014 étant la première période antérieure présentée).

Les données présentées au titre des périodes antérieures sont présentées proforma dans l'ensemble des états financiers (comptes et notes annexes).

L'impact sur les principaux indicateurs du Groupe est détaillé dans les tableaux suivants :

## BILAN

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015			31 déc. 2014		
	Publié	Ajustement	Modifié	Publié	Ajustement	Modifié
Frais d'acquisition reportés	221 394	-96 005	125 389	217 280	-90 707	126 573
<b>Autres actifs</b>	<b>1 626 667</b>	<b>-96 005</b>	<b>1 530 662</b>	<b>1 682 506</b>	<b>-90 707</b>	<b>1 591 799</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>35 123 782</b>	<b>-96 005</b>	<b>35 027 777</b>	<b>33 875 418</b>	<b>-90 707</b>	<b>33 784 711</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015			31 déc. 2014		
	Publié	Ajustement	Modifié	Publié	Ajustement	Modifié
Autres réserves	2 136 119	-58 127	2 077 992	2 837 649	-51 613	2 786 036
Résultat net	204 757	-3 365	201 392	182 593	-5 878	176 715
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>3 178 092</b>	<b>-61 492</b>	<b>3 116 600</b>	<b>3 020 242</b>	<b>-57 491</b>	<b>2 962 751</b>
<i>Réserves minoritaires</i>	76 461	-1 356	75 105	75 742	-1 855	73 887
<i>Résultat minoritaires</i>	3 120	-73	3 047	3 040	-137	2 903
Intérêts minoritaires	79 581	-1 429	78 152	78 782	-1 992	76 790
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>3 257 673</b>	<b>-62 921</b>	<b>3 194 752</b>	<b>3 099 024</b>	<b>-59 483</b>	<b>3 039 541</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>311 328</b>	<b>-33 039</b>	<b>278 289</b>	<b>328 357</b>	<b>-31 234</b>	<b>297 123</b>
Autres dettes	448 393	-45	448 348	372 764	11	372 775
<b>Autres passifs</b>	<b>688 055</b>	<b>-45</b>	<b>688 010</b>	<b>524 124</b>	<b>11</b>	<b>524 135</b>
<b>Total du passif</b>	<b>35 123 782</b>	<b>-96 005</b>	<b>35 027 777</b>	<b>33 875 418</b>	<b>-90 707</b>	<b>33 784 711</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2015		
	Publié	Ajustement	Modifié
Frais acquisition des contrats	-228 007	-292	-228 299
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>247 740</b>	<b>-292</b>	<b>247 448</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>234 813</b>	<b>-292</b>	<b>234 521</b>
Impôts sur les résultats	-82 224	101	-82 123
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>149 100</b>	<b>-191</b>	<b>148 909</b>
Intérêts minoritaires	2 758	-4	2 754
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>146 342</b>	<b>-187</b>	<b>146 155</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2015		
	Publié	Ajustement	Modifié
Résultat global - part du Groupe	81 636	-188	81 449
Résultat global - intérêts minoritaires	2 601	-4	2 597
<b>Résultat global</b>	<b>84 237</b>	<b>-192</b>	<b>84 046</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2015		
	Publié	Ajustement	Modifié
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b>	<b>234 813</b>	<b>-292</b>	<b>234 521</b>
Variation des frais d'acquisition reportés	-21	91 010	90 989
Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	15 511	-90 717	-75 206
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>3 184 580</b>	<b>-</b>	<b>3 184 580</b>

### 6.6.3 Changements de présentation comptable

#### VENTILATION DES COTISATIONS ACQUISES DU SECTEUR DOMMAGES

Au 30 juin 2015, pour le secteur Dommages, les cotisations acquises relevant de la catégorie « Assistance » étaient affectées à la catégorie « Autres ».

Au 30 juin 2016, ces cotisations acquises ont été ventilées entre les catégories « Auto », « Habitation », et « Autres »

en appliquant des clés de répartition fondées sur les cotisations émises de chacun des contrats concernés.

Le tableau suivant présente l'information proforma :

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015		Variation	
		Publié	Retraité	K€	%
<b>Dommages</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 518 157</b>	<b>1 518 157</b>	<b>15 173</b>	<b>1%</b>
Auto	947 955	876 544	943 331	4 624	
Habitation	404 204	390 624	391 713	12 491	
Autres	181 171	250 989	183 113	-1 942	
<b>Finance/Épargne</b>	<b>1 109 362</b>	<b>1 034 219</b>	<b>1 034 219</b>	<b>75 143</b>	<b>7%</b>
Supports en €	1 100 981	1 028 683	1 028 683	72 298	
Supports en UC	8 381	5 536	5 536	2 845	
<b>Santé/Prévoyance</b>	<b>483 063</b>	<b>387 341</b>	<b>387 341</b>	<b>95 722</b>	<b>25%</b>
Santé	406 770	311 895	311 895	94 875	
Prévoyance	76 293	75 446	75 446	847	
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>	<b>2 939 717</b>	<b>186 038</b>	<b>6%</b>

### 6.6.4 Changements liés aux effets de variations de périmètre

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la partie 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 6.7 Notes complémentaires sur les comptes

NOTE 1	Actifs incorporels	62	NOTE 11	Trésorerie et équivalents de trésorerie	77
NOTE 2	Placements financiers hors unités de compte	64	NOTE 12	Capitaux propres	78
NOTE 3	Placements financiers en unités de compte	70	NOTE 13	Dettes de financement	80
NOTE 4	Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	70	NOTE 14	Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance	84
NOTE 5	Investissements dans les entreprises associées	73	NOTE 15	Participation aux bénéficiaires différée	86
NOTE 6	Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	74	NOTE 16	Instruments dérivés	87
NOTE 7	Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	75	NOTE 17	Cotisations et primes acquises	89
NOTE 8	Frais d'acquisition reportés	76	NOTE 18	Charges des prestations des contrats	90
NOTE 9	Impôts différés (actif et passif)	76	NOTE 19	Charges ou produits nets des cessions en réassurance	91
NOTE 10	Actifs et passifs destinés à la vente	77	NOTE 20	Impôts sur les résultats	91

### NOTE 1 Actifs incorporels

#### DÉTAIL DES ACTIFS INCORPORELS

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Écarts d'acquisition	192 917	-60 519	132 398	192 917	-60 519	132 398
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	290 360	-191 720	98 640	275 331	-180 067	95 264
<b>Total</b>	<b>483 277</b>	<b>-252 239</b>	<b>231 038</b>	<b>468 248</b>	<b>-240 586</b>	<b>227 662</b>

#### ÉCARTS D'ACQUISITION - VARIATION

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	192 917	-60 519	132 398	175 368	-60 519	114 849
Augmentation	-	-	-	17 549	-	17 549
Diminution	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>

#### ÉCARTS D'ACQUISITION - DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture Net
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	
Macifilia	60 371	-60 371	-	-	-	-
Mutavie	18 428	-	18 428	-	-	18 428
Sécurimut	147	-147	-	-	-	-
OFI	96 421	-	96 421	-	-	96 421
Apivia Participations (ex Smam Assurance)	17 549	-	17 549	-	-	17 549
<b>Total</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>132 398</b>

Les écarts d'acquisition présentés ci-dessus ne comprennent pas ceux concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence. Ils s'analysent comme suit par entité :

- **Macifilia** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe le 1<sup>er</sup> juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66 775 milliers d'euros. Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56 759 milliers d'euros. En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia a été portée de 80 % à 99,99 % par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3 612 milliers d'euros porté à l'actif. Au 30 juin 2016, ces écarts d'acquisition représentent un montant brut total de 60 371 milliers d'euros. Ils sont rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées ;
- **Mutavie** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20 017 milliers d'euros. À l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18 015 milliers d'euros en valeur nette comptable. Au 30 juin 2016, le montant total de l'écart d'acquisition s'élève à 18 428 milliers d'euros ;
- **OFI** : le groupe Macif a pris le contrôle d'OFI Holding le 27 juin 2014. Cette entité, initialement consolidée par mise en équivalence est désormais consolidée par intégration globale. Cette prise de contrôle,

comptabilisée conformément à IFRS 3 révisée, a généré un écart d'acquisition de 96 421 milliers d'euros ;

- **Apivia Participations, (ex Smam Assurance)** : les entités du groupe Smam ont rejoint le périmètre de consolidation du groupe Macif le 15 novembre 2015 suite à la fusion de la tête du groupe Smam (Smam Mutuelle) avec Smip. Cette fusion a donné naissance à une nouvelle dénomination sociale de la Smip, qui est désormais Apivia Mutuelle. Ces entrées dans le périmètre de consolidation ont conduit à constater un écart d'acquisition de 17 549 milliers d'euros, rattaché à l'entité Apivia Participations.

En application des principes comptables présentés au paragraphe 6.4.3 - Regroupements d'entreprises, le groupe Macif a soumis ses écarts d'acquisition à des tests de dépréciation. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (méthode ayant prévalu lors des opérations d'acquisition), après ajustement aux nouvelles conditions de marché :

- Des *business plans* des entités concernées ;
- Des hypothèses de calcul.

Au 30 juin 2016, sur la base des valorisations obtenues, aucune dépréciation n'a été constatée.

#### PORTFEUILLE DE CONTRATS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

#### AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous en variation sur la période et par nature :

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	275 331	-180 067	95 264	249 524	-160 204	89 320
Augmentation	25 453	-11 751	13 702	49 190	-26 537	22 653
Diminution	-10 424	98	-10 326	-24 245	7 351	-16 894
Variations de périmètre	-	-	-	862	-677	185
<b>Clôture</b>	<b>290 360</b>	<b>-191 720</b>	<b>98 640</b>	<b>275 331</b>	<b>-180 067</b>	<b>95 264</b>

	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Droit au bail	7 874	-3 226	4 648	19	-70	4 597
Logiciels développés en interne	110 789	-93 061	17 728	7 645	-6 303	19 070
Autres logiciels	124 599	-83 343	41 256	3 389	-5 280	39 365
Avances et acomptes	32 069	-437	31 632	3 976	-	35 608
<b>Total</b>	<b>275 331</b>	<b>-180 067</b>	<b>95 264</b>	<b>15 029</b>	<b>-11 653</b>	<b>98 640</b>

## NOTE 2 Placements financiers hors unités de compte

### SYNTHÈSE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Actifs évalués à la juste valeur	32 849 430	30 056 169
Actifs évalués au coût amorti	161 224	146 282
<b>Total</b>	<b>33 010 654</b>	<b>30 202 451</b>

### PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluation	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	294 176	-45 515	248 661	293 568	542 229
Obligations	21 534 265	-8 096	21 526 169	2 767 763	24 293 932
OPC	5 650 249	-165 026	5 485 223	33 477	5 518 700
Autres	6 215	-	6 215	-54	6 161
<b>Sous-total</b>	<b>27 484 905</b>	<b>-218 637</b>	<b>27 266 268</b>	<b>3 094 754</b>	<b>30 361 022</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	89 818	-	89 818	6 259	96 077
OPC	1 749 478	-	1 749 478	642 853	2 392 331
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 839 296</b>	<b>-</b>	<b>1 839 296</b>	<b>649 112</b>	<b>2 488 408</b>
<b>Prêts</b>	<b>162 714</b>	<b>-4 229</b>	<b>158 485</b>	<b>2 739</b>	<b>161 224</b>
<b>Total</b>	<b>29 486 915</b>	<b>-222 866</b>	<b>29 264 049</b>	<b>3 746 605</b>	<b>33 010 654</b>
Actions	294 176	-45 515	248 661	293 568	542 229
Obligations	21 624 083	-8 096	21 615 987	2 774 022	24 390 009
OPC	7 399 727	-165 026	7 234 701	676 330	7 911 031
Prêts	162 714	-4 229	158 485	2 739	161 224
Autres	6 215	-	6 215	-54	6 161
<b>Total</b>	<b>29 486 915</b>	<b>-222 866</b>	<b>29 264 049</b>	<b>3 746 605</b>	<b>33 010 654</b>



## PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	31 déc. 2015				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluation	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	308 553	-38 265	270 288	317 164	587 452
Obligations	21 088 809	-7 929	21 080 880	2 085 788	23 166 668
OPC	3 940 586	-87 012	3 853 574	154 594	4 008 168
Autres	1 328	-	1 328	-53	1 275
<b>Sous-total</b>	<b>25 339 276</b>	<b>-133 206</b>	<b>25 206 070</b>	<b>2 557 493</b>	<b>27 763 563</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	132 436	-	132 436	11 276	143 712
OPC	1 710 231	-	1 710 231	438 663	2 148 894
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 842 667</b>	<b>-</b>	<b>1 842 667</b>	<b>449 939</b>	<b>2 292 606</b>
<b>Prêts</b>	<b>148 709</b>	<b>-5 176</b>	<b>143 533</b>	<b>2 749</b>	<b>146 282</b>
<b>Total</b>	<b>27 330 652</b>	<b>-138 382</b>	<b>27 192 270</b>	<b>3 010 181</b>	<b>30 202 451</b>
Actions	308 553	-38 265	270 288	317 164	587 452
Obligations	21 221 245	-7 929	21 213 316	2 097 064	23 310 380
OPC	5 650 817	-87 012	5 563 805	593 257	6 157 062
Prêts	148 709	-5 176	143 533	2 749	146 282
Autres	1 328	-	1 328	-53	1 275
<b>Total</b>	<b>27 330 652</b>	<b>-138 382</b>	<b>27 192 270</b>	<b>3 010 181</b>	<b>30 202 451</b>

## ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	30 juin 2016					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Ouverture	27 763 563	-	2 292 606	146 282	-	30 202 451
Acquisitions	8 906 118	-	395 924	22 339	-	9 324 381
Cessions	-6 730 194	-	-187 803	-9 341	-	-6 927 338
Variations de juste valeur	543 184	-	-48 674	-10	-	494 500
Dépréciations	-93 041	-	-	-2	-	-93 043
Reprises des dépréciations	3 477	-	-	1	-	3 478
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-32 085	-	36 355	1 955	-	6 225
<b>Clôture</b>	<b>30 361 022</b>	<b>-</b>	<b>2 488 408</b>	<b>161 224</b>	<b>-</b>	<b>33 010 654</b>

La ligne « Autres mouvements » regroupe les intérêts courus non échus ainsi que le transfert d'OPC non monétaires entre les catégories FVO et AFS.

## ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	31 déc. 2015					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Ouverture	26 592 870	-	1 911 797	144 426	-	28 649 093
Acquisitions	10 696 840	-	460 622	24 619	-	11 182 081
Cessions	-8 906 627	-	-206 252	-24 146	-	-9 137 025
Variations de juste valeur	-459 519	-	33 613	17	-	-425 889
Dépréciations	-35 809	-	-	-30	-	-35 839
Reprises des dépréciations	45 385	-	-	233	-	45 618
Variations de périmètre	10 875	-	-	1 163	-	12 038
Autres mouvements	-180 452	-	92 826	-	-	-87 626
<b>Clôture</b>	<b>27 763 563</b>	<b>-</b>	<b>2 292 606</b>	<b>146 282</b>	<b>-</b>	<b>30 202 451</b>

La ligne « Autres mouvements » regroupe les intérêts courus non échus ainsi que le transfert d'OPC non monétaires entre les catégories FVO et AFS.

La ligne « Variations de périmètre » correspond principalement à l'entrée de Smam Mutuelle (absorbée par la Smp) pour 14 millions d'euros et à la sortie d'AG2R Macif Prévoyance pour -2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, les flux d'acquisition et de cession sont en forte hausse en raison d'une utilisation plus fréquente des OPC monétaires dynamiques (valorisés en AFS) en lieu et place des OPC monétaires réguliers (valorisés en *trading*).

## PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	
Actifs disponibles à la vente (AFS)	28 488 185	1 090 079	782 758	-	30 361 022
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>Trading</i> )	-	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 861 557	161 853	464 998	-	2 488 408
Prêts	-	-	-	161 224	161 224
<b>Total</b>	<b>30 349 742</b>	<b>1 251 932</b>	<b>1 247 756</b>	<b>161 224</b>	<b>33 010 654</b>
Actions	402 899	4 906	134 424	-	542 229
Obligations	23 714 498	633 959	41 551	-	24 390 009
OPC	6 226 185	613 067	1 071 779	-	7 911 031
Prêts	-	-	-	161 224	161 224
Autres	6 159	-	2	-	6 161
<b>Total</b>	<b>30 349 742</b>	<b>1 251 932</b>	<b>1 247 756</b>	<b>161 224</b>	<b>33 010 654</b>

## PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	31 déc. 2015				Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	
Actifs disponibles à la vente (AFS)	25 849 627	1 191 119	722 817	-	27 763 563
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>Trading</i> )	-	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 628 472	236 314	427 820	-	2 292 606
Prêts	-	-	-	146 282	146 282
<b>Total</b>	<b>27 478 099</b>	<b>1 427 433</b>	<b>1 150 637</b>	<b>146 282</b>	<b>30 202 451</b>
Actions	443 715	-	143 737	-	587 452
Obligations	22 487 498	781 331	41 551	-	23 310 380
OPC	4 545 611	646 102	965 349	-	6 157 062
Prêts	-	-	-	146 282	146 282
Autres	1 275	-	-	-	1 275
<b>Total</b>	<b>27 478 099</b>	<b>1 427 433</b>	<b>1 150 637</b>	<b>146 282</b>	<b>30 202 451</b>

## PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR - ANALYSE DES MOUVEMENTS AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	Total
Ouverture	27 478 099	1 427 433	1 150 637	146 282	30 202 451
Augmentation	8 031 644	46 539	1 223 859	22 339	9 324 381
Diminution	-5 567 443	-204 046	-1 146 508	-9 341	-6 927 338
Variations de juste valeur	403 173	-17 994	19 767	-11	404 935
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	4 269	-	1	1 955	6 225
<b>Clôture</b>	<b>30 349 742</b>	<b>1 251 932</b>	<b>1 247 756</b>	<b>161 224</b>	<b>33 010 654</b>

## PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR - ANALYSE DES MOUVEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	Total
Ouverture	25 980 099	1 587 588	936 980	144 426	28 649 093
Augmentation	8 681 371	285 219	2 190 872	24 619	11 182 081
Diminution	-6 649 962	-437 598	-2 025 319	-24 146	-9 137 025
Variations de juste valeur	-456 658	-7 776	48 104	220	-416 110
Variations de périmètre	10 875	-	-	1 163	12 038
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-87 627	-	-	-	-87 627
<b>Clôture</b>	<b>27 478 099</b>	<b>1 427 433</b>	<b>1 150 637</b>	<b>146 282</b>	<b>30 202 451</b>

## ÉVOLUTION DU RISQUE SOUVERAIN

Le portefeuille de dettes souveraines s'élève à 8,8 milliards d'euros contre 8,7 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Cette légère progression traduit la compensation entre un allègement de la détention de titres détenus en direct et la

hausse de la valeur au bilan des titres d'emprunt d'État, dans un contexte de baisse des taux.

Au 30 juin 2016, aucun titre de dette souveraine n'a fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

<i>(en milliers d'euros et %)</i>	30 juin 2016					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements
France	6 360 478	-156 353	6 204 125	1 189 550	7 393 675	22,4%
Allemagne	2 710	-366	2 344	671	3 015	0,0%
Autriche	7 017	42	7 059	514	7 573	0,0%
Belgique	351 335	-7 362	343 973	63 670	407 643	1,2%
Pays-Bas	4 454	-803	3 651	908	4 559	0,0%
<b>Sous-total</b>	<b>6 725 994</b>	<b>-164 842</b>	<b>6 561 152</b>	<b>1 255 313</b>	<b>7 816 465</b>	<b>23,7%</b>
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	322 231	-19 555	302 676	44 032	346 708	1,1%
Portugal	134 737	4 231	138 968	13 840	152 808	0,5%
Espagne	109 006	-6 351	102 655	8 689	111 344	0,3%
Irlande	276 980	10 917	287 897	61 548	349 445	1,1%
<b>Sous-total</b>	<b>842 954</b>	<b>-10 758</b>	<b>832 196</b>	<b>128 109</b>	<b>960 305</b>	<b>2,9%</b>
<b>Dettes souveraines</b>	<b>7 568 948</b>	<b>-175 600</b>	<b>7 393 348</b>	<b>1 383 422</b>	<b>8 776 770</b>	<b>26,6%</b>
<b>Total placements financiers</b>	<b>29 486 915</b>	<b>-222 866</b>	<b>29 264 049</b>	<b>3 746 605</b>	<b>33 010 654</b>	
<b>%</b>	<b>25,7%</b>	<b>78,8%</b>	<b>25,3%</b>	<b>36,9%</b>	<b>26,6%</b>	

(en milliers d'euros et %)	31 déc. 2015					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements
France	6 472 709	-127 081	6 345 628	937 997	7 283 625	24,1%
Allemagne	2 710	-346	2 364	565	2 929	0,0%
Autriche	7 017	38	7 055	597	7 652	0,0%
Belgique	351 335	-6 243	345 092	55 235	400 327	1,3%
Pays-Bas	4 454	-758	3 696	798	4 494	0,0%
<b>Sous-total</b>	<b>6 838 225</b>	<b>-134 390</b>	<b>6 703 835</b>	<b>995 192</b>	<b>7 699 027</b>	<b>25,5%</b>
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	322 231	-18 161	304 070	44 696	348 766	1,2%
Portugal	177 123	5 080	182 203	27 157	209 360	0,7%
Espagne	109 006	-5 677	103 329	7 300	110 629	0,4%
Irlande	276 980	9 820	286 800	64 948	351 748	1,2%
<b>Sous-total</b>	<b>885 340</b>	<b>-8 938</b>	<b>876 402</b>	<b>144 101</b>	<b>1 020 503</b>	<b>3,4%</b>
<b>Dettes souveraines</b>	<b>7 723 565</b>	<b>-143 328</b>	<b>7 580 237</b>	<b>1 139 293</b>	<b>8 719 530</b>	<b>28,9%</b>
<b>Total placements financiers</b>	<b>27 330 652</b>	<b>-138 382</b>	<b>27 192 270</b>	<b>3 010 181</b>	<b>30 202 451</b>	
<b>%</b>	<b>28,3%</b>	<b>103,6%</b>	<b>27,9%</b>	<b>37,8%</b>	<b>28,9%</b>	

La part des pays périphériques est en repli à 2,9 % du total des placements financiers des entreprises d'assurance (3,4 % au 31 décembre 2015).

Les principaux mouvements constatés au 30 juin 2016 traduisent un allègement de l'exposition du groupe Macif vis à vis des titres d'emprunt d'État portugais.

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan 31 déc. 2015	Acquisitions	Cessions	Rembrsmt	Amort. surcôte/décôte	Variation de juste valeur	Valeur au bilan 30 juin 2016
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Italie	348 766	-	-	-	-1 394	-664	346 708
Portugal	209 360	-	-43 625	-	391	-13 318	152 808
Espagne	110 629	-	-	-	-674	1 389	111 344
Irlande	351 748	-	-	-	1 097	-3 400	349 445
<b>Total</b>	<b>1 020 503</b>	<b>-</b>	<b>-43 625</b>	<b>-</b>	<b>-580</b>	<b>-15 993</b>	<b>960 305</b>
Placements financiers	30 202 451						33 010 654
<b>%</b>	<b>3,4%</b>						<b>2,9%</b>

Pour les pays périphériques, les emprunts d'État en portefeuille arriveront à échéance comme suit :

(en milliers d'euros et %)	30 juin 2016			
	Échéances 2017 - 2018	Échéances 2019 - 2020	Autres	Total
Grèce	-	-	-	-
Italie	144 662	5 786	196 260	346 708
Portugal	85 715	67 093	-	152 808
Espagne	64 542	-	46 802	111 344
Irlande	50 041	299 404	-	349 445
<b>Total</b>	<b>344 960</b>	<b>372 283</b>	<b>243 062</b>	<b>960 305</b>
<b>En %</b>	<b>35,9%</b>	<b>38,8%</b>	<b>25,3%</b>	<b>100,0%</b>

<i>(en milliers d'euros et %)</i>	31 déc. 2015			
	Échéances 2017 - 2018	Échéances 2019 - 2020	Autres	Total
Grèce	-	-	-	-
Italie	148 105	5 820	194 840	348 765
Portugal	87 723	121 638	-	209 361
Espagne	65 699	-	44 930	110 629
Irlande	50 778	300 971	-	351 748
<b>Total</b>	<b>352 305</b>	<b>428 429</b>	<b>239 770</b>	<b>1 020 503</b>
<b>En %</b>	<b>34,5%</b>	<b>42,0%</b>	<b>23,5%</b>	<b>100,0%</b>

#### VARIATION DES DÉPRÉCIATIONS DES PLACEMENTS FINANCIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Ouverture	138 382	148 161
Dépréciations	93 110	36 181
Reprises suite à cessions ou remboursements	-2 266	-45 264
Reprises suite à revalorisations	-6 360	-696
Autres mouvements	-	-
<b>Clôture</b>	<b>222 866</b>	<b>138 382</b>

#### DÉPRÉCIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				
	Actions	Obligations	OPC	Prêts	Total
Ouverture	38 265	7 929	87 012	5 176	138 382
Dépréciations	8 525	166	84 417	2	93 110
Reprises suite à cessions ou remboursements ou revalorisations	-1 273	1	-6 405	-949	-8 626
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>45 517</b>	<b>8 096</b>	<b>165 024</b>	<b>4 229</b>	<b>222 866</b>

#### DÉPRÉCIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015				
	Actions	Obligations	OPC	Prêts	Total
Ouverture	56 588	8 286	77 909	5 378	148 161
Dépréciations	7 984	480	27 637	80	36 181
Reprises aux amortissements et dépréciations	-26 307	-837	-18 534	-282	-45 960
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>38 265</b>	<b>7 929</b>	<b>87 012</b>	<b>5 176</b>	<b>138 382</b>

### NOTE 3 Placements financiers en unités de compte

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Actions	-	-
Obligations	-	-
Parts d'OPC	168 048	175 249
Autres	-	-
<b>Total</b>	<b>168 048</b>	<b>175 249</b>

Les placements financiers en unités de compte sont valorisés à la juste valeur par résultat.

### NOTE 4 Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités

#### SYNTHÈSE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
<b>Emplois des activités du secteur bancaire</b>		
Actifs évalués à la juste valeur	-	-
Actifs évalués au coût amorti	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Placements des autres activités</b>		
Actifs évalués à la juste valeur	65 227	79 561
Actifs évalués au coût amorti	210 455	216 164
<b>Sous-total</b>	<b>275 682</b>	<b>295 725</b>
<b>Total</b>	<b>275 682</b>	<b>295 725</b>

Le périmètre de consolidation du groupe Macif ne comporte pas de société ayant une activité bancaire et dans laquelle le Groupe exerce un contrôle exclusif.

**PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE AU 30 JUIN 2016**

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluation	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	44 093	-17 925	26 168	647	26 815
Obligations	7 634	-713	6 921	255	7 176
OPC	18 073	-518	17 555	527	18 082
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>69 800</b>	<b>-19 156</b>	<b>50 644</b>	<b>1 429</b>	<b>52 073</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	11 306	-	11 306	1 848	13 154
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>11 306</b>	<b>-</b>	<b>11 306</b>	<b>1 848</b>	<b>13 154</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Prêts</b>	<b>54 859</b>	<b>-1 709</b>	<b>53 150</b>	<b>-</b>	<b>53 150</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>223 621</b>	<b>-66 316</b>	<b>157 305</b>	<b>-</b>	<b>157 305</b>
<b>Total</b>	<b>359 586</b>	<b>-87 181</b>	<b>272 405</b>	<b>3 277</b>	<b>275 682</b>
Actions	44 093	-17 925	26 168	647	26 815
Obligations	7 634	-713	6 921	255	7 176
OPC	29 379	-518	28 861	2 375	31 236
Autres	-	-	-	-	-
Prêts	54 859	-1 709	53 150	-	53 150
Immeubles de placement	223 621	-66 316	157 305	-	157 305
<b>Total</b>	<b>359 586</b>	<b>-87 181</b>	<b>272 405</b>	<b>3 277</b>	<b>275 682</b>

## PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluation	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	41 619	-13 803	27 816	586	28 402
Obligations	7 324	-896	6 428	589	7 017
OPC	29 582	-	29 582	568	30 150
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>78 525</b>	<b>-14 699</b>	<b>63 826</b>	<b>1 743</b>	<b>65 569</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	12 131	-	12 131	1 861	13 992
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>12 131</b>	<b>-</b>	<b>12 131</b>	<b>1 861</b>	<b>13 992</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Prêts</b>	<b>56 439</b>	<b>-1 717</b>	<b>54 722</b>	<b>-</b>	<b>54 722</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>223 391</b>	<b>-61 949</b>	<b>161 442</b>	<b>-</b>	<b>161 442</b>
<b>Total</b>	<b>370 486</b>	<b>-78 365</b>	<b>292 121</b>	<b>3 604</b>	<b>295 725</b>
Actions	41 619	-13 803	27 816	586	28 402
Obligations	7 324	-896	6 428	589	7 017
OPC	41 713	-	41 713	2 429	44 142
Autres	-	-	-	-	-
Prêts	56 439	-1 717	54 722	-	54 722
Immeubles de placement	223 391	-61 949	161 442	-	161 442
<b>Total</b>	<b>370 486</b>	<b>-78 365</b>	<b>292 121</b>	<b>3 604</b>	<b>295 725</b>

## PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – SYNTHÈSE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Valeur brute	223 621	223 391
Amortissements et dépréciations	-66 316	-61 949
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>157 305</b>	<b>161 442</b>
Valeur de marché	366 005	367 861
<b>Plus-values latentes</b>	<b>208 700</b>	<b>206 419</b>



## PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	223 391	-61 949	161 442	220 267	-62 012	158 255
Augmentation	472	-3 659	-3 187	10 862	-19 974	-9 112
Diminution	-	24	24	-22 069	22 780	711
Variations de périmètre	-	-	-	14 331	-2 743	11 588
Autres mouvements	-242	-732	-974	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>223 621</b>	<b>-66 316</b>	<b>157 305</b>	<b>223 391</b>	<b>-61 949</b>	<b>161 442</b>

## DÉPRÉCIATIONS DES PLACEMENTS IMMOBILIERS ET FINANCIERS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Placements immobiliers	Placements financiers	Total	Placements immobiliers	Placements financiers	Total
Ouverture	-61 949	-16 416	-78 365	-62 012	-16 561	-78 573
Dotations aux amortissements	-3 659	-	-3 659	-19 974	-	-19 974
Dépréciations	-	-4 934	-4 934	-	-951	-951
Reprises suite à cessions ou remboursements	24	485	509	22 780	-	22 780
Reprises suite à revalorisations	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-732	-	-732	-2 743	1 096	-1 647
<b>Clôture</b>	<b>-66 316</b>	<b>-20 865</b>	<b>-87 181</b>	<b>-61 949</b>	<b>-16 416</b>	<b>-78 365</b>

## NOTE 5 Investissements dans les entreprises associées

### MOUVEMENTS AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	01 janv. 2016	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat 30 juin 2016	30 juin. 2016
Groupe IMA	37 432	-	-	2	-	1 290	38 723
BPCE Assurances	155 958	-4 761	-	1 839	-	7 655	160 691
SCI Galvani	7 534	-737	-	-	-	411	7 207
Socram Banque	73 185	-1 534	-	-	55	2 244	73 950
Axe France	43 749	-1 445	268	-	-	751	43 323
IME	52 792	-1 602	-	-434	-	910	51 666
<b>Total</b>	<b>370 649</b>	<b>-10 079</b>	<b>268</b>	<b>1 407</b>	<b>55</b>	<b>13 260</b>	<b>375 562</b>

### MOUVEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	01 janv. 2015	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat 31 déc. 2015	31 déc. 2015
Groupe IMA	34 075	-	-	-	43	3 314	37 432
BPCE Assurances	149 283	-4 457	-	-834	-2 160	14 126	155 958
SCI Galvani	7 016	-219	-	-	-	737	7 534
Socram Banque	70 433	-1 529	252	-	3	4 027	73 185
Axe France	43 694	-1 518	68	-	-	1 505	43 749
IME	49 881	-	-	-	-1	2 912	52 792
<b>Total</b>	<b>354 381</b>	<b>-7 723</b>	<b>319</b>	<b>-834</b>	<b>-2 116</b>	<b>26 620</b>	<b>370 649</b>

## NOTE 6 Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers

### DÉTAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Provisions d'assurance-vie	-	-	38	-	38
Provisions pour cotisations non acquises	997	-	-	-	997
Provisions pour sinistres à payer	601 267	576	35 837	-	637 680
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	35 872	-	35 872
<b>Contrats d'assurance</b>	<b>602 264</b>	<b>576</b>	<b>71 747</b>	<b>-</b>	<b>674 587</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers avec participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers sans participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrats en UC	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>602 264</b>	<b>576</b>	<b>71 747</b>	<b>-</b>	<b>674 587</b>

### DÉTAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Provisions d'assurance-vie	-	-	26	-	26
Provisions pour cotisations non acquises	5 808	-	-	-	5 808
Provisions pour sinistres à payer	448 652	576	24 312	-	473 540
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	34 495	-	34 495
<b>Contrats d'assurance</b>	<b>454 460</b>	<b>576</b>	<b>58 833</b>	<b>-</b>	<b>513 869</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers avec participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers sans participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrats en UC	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>454 460</b>	<b>576</b>	<b>58 833</b>	<b>-</b>	<b>513 869</b>

## MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

	Contrats d'assurance	Contrats financiers		Contrats en UC	Total
		Avec part. discrét.	Sans part. discrét.		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Ouverture	513 869	-	-	-	513 869
Augmentation	705 568	-	-	-	705 568
Diminution	-546 653	-	-	-	-546 653
Autres mouvements	1 803	-	-	-	1 803
<b>Clôture</b>	<b>674 587</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>674 587</b>

## NOTE 7 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles

### RÉPARTITION PAR NATURE

	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	433 825	-152 878	280 947	433 236	-147 716	285 520
Autres immobilisations corporelles	240 218	-160 831	79 387	250 222	-168 870	81 352
<b>Total</b>	<b>674 043</b>	<b>-313 709</b>	<b>360 334</b>	<b>683 458</b>	<b>-316 586</b>	<b>366 872</b>

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

	30 juin 2016				
	Dommages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	276 900	-	4 047	-	280 947
Autres immobilisations corporelles	70 315	709	7 198	1 165	79 387
<b>Total</b>	<b>347 215</b>	<b>709</b>	<b>11 245</b>	<b>1 165</b>	<b>360 334</b>

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

	31 déc. 2015				
	Dommages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	283 319	-	2 201	-	285 520
Autres immobilisations corporelles	71 487	671	7 988	1 206	81 352
<b>Total</b>	<b>354 806</b>	<b>671</b>	<b>10 189</b>	<b>1 206</b>	<b>366 872</b>

## NOTE 8 Frais d'acquisition reportés

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Dommages	86 992	-	86 992	86 500	-	86 500
Finance/Épargne	37 933	-	37 933	37 782	-	37 782
Santé/Prévoyance	811	-	811	1 107	-	1 107
Gestion d'actifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>125 736</b>	<b>-</b>	<b>125 736</b>	<b>125 389</b>	<b>-</b>	<b>125 389</b>

### MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016				31 déc. 2015			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Ouverture	86 500	37 782	1 107	125 389	87 513	38 476	584	126 573
Dotations de l'exercice	805	7 010	811	8 626	-	11 538	591	12 129
Amortissements de l'exercice	-313	-6 859	-1 107	-8 279	-1 013	-12 232	-584	-13 829
Pertes de valeurs constatées	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	516	516
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>86 992</b>	<b>37 933</b>	<b>811</b>	<b>125 736</b>	<b>86 500</b>	<b>37 782</b>	<b>1 107</b>	<b>125 389</b>

## NOTE 9 Impôts différés (actif et passif)

### DÉTAIL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Provision d'égalisation	-	-
Mise en juste valeur des placements	852	-124
Frais d'acquisition reportés	-	-
Participation aux bénéfices différée	-	-
Déficits ordinaires	-	-
Autres	701	401
<b>Impôts différés actif</b>	<b>1 553</b>	<b>277</b>
Provision d'égalisation	12 268	12 173
Mise en juste valeur des placements	975 135	820 867
Frais d'acquisition reportés	38 249	38 100
Participation aux bénéfices différée	-681 828	-557 457
Déficits ordinaires	-	-
Autres	-40 988	-35 394
<b>Impôts différés passif</b>	<b>302 836</b>	<b>278 289</b>

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constatés entité par entité, ou compensés lorsqu'il existe un périmètre d'intégration fiscale.

Les variations constatées sur la période résultent principalement des variations de la mise en juste valeur des placements financiers et de la participation aux bénéfices différée correspondante.

## MODALITÉS DE CONSTATATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Impôts différés actif (IDA)	Impôts différés passif (IDP)	Impôts différés nets	Impôts différés actif (IDA)	Impôts différés passif (IDP)	Impôts différés nets
Imputation sur le compte de résultat	1 249	-23 100	24 349	-58	27 853	-27 911
Imputation sur la réserve de réévaluation	-181	337 929	-338 110	-196	285 711	-285 907
Imputation sur les autres réserves	485	-11 993	12 478	531	-35 275	35 806
<b>Total</b>	<b>1 553</b>	<b>302 836</b>	<b>-301 283</b>	<b>277</b>	<b>278 289</b>	<b>-278 012</b>

## NOTE 10 Actifs et passifs destinés à la vente

Aucun actif et passif destiné à la vente ne figure au bilan au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015.

## NOTE 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

### DÉTAIL PAR NATURE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Disponibilités et soldes bancaires	850 702	857 271
Titres de transaction à moins de trois mois	-	69 363
OPC monétaires	1 391 081	175 025
<b>Total</b>	<b>2 241 783</b>	<b>1 101 659</b>

### DÉTAIL PAR VALORISATION AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	850 702	850 702
Titres de transaction à moins de trois mois	-	-	-	-	-	-
OPC monétaires	-	-	1 391 081	-	-	1 391 081
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 391 081</b>	<b>-</b>	<b>850 702</b>	<b>2 241 783</b>

### DÉTAIL PAR VALORISATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	857 271	857 271
Titres de transaction à moins de trois mois	-	69 363	-	-	-	69 363
OPC monétaires	-	-	175 025	-	-	175 025
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>69 363</b>	<b>175 025</b>	<b>-</b>	<b>857 271</b>	<b>1 101 659</b>

## NOTE 12 Capitaux propres

### MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Capital social ou fonds équivalents	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres réserves AERG*	Résultats cumulés	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres Groupe
<b>Situation à la clôture 31 déc. 2014</b>	<b>246 996</b>	-	<b>660 141</b>	<b>1 349 413</b>	<b>-17 570</b>	<b>547 056</b>	<b>176 715</b>	<b>2 962 751</b>
Droits d'adhésion	5 151	-	-	-	-	-	-	5 151
Variations de périmètre	-76	-	202	38 801	-	-	-	38 927
Affectation du résultat N-1	-	-	-	-	-	176 715	-176 715	-
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-	10 294	-	-	10 294
Autres variations	-	-	-92 835	-5 535	-3 544	-	-	-101 915
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	201 392	201 392
<b>Situation à la clôture 31 déc. 2015</b>	<b>252 071</b>	-	<b>567 508</b>	<b>1 382 679</b>	<b>-10 820</b>	<b>723 771</b>	<b>201 392</b>	<b>3 116 600</b>
Droits d'adhésion	2 371	-	-	-	-	-	-	2 371
Variations de périmètre	-	-	582	498	-	-	-	1 080
Affectation du résultat N-1	-	-	-	-	-	201 392	-201 392	-
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-	-11 935	-	-	-11 934
Autres variations	-	-	99 940	2 632	4 109	-	-	106 682
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	14 822	14 822
Reclassement	-	-	-	922 819	-	-922 819	-	-
<b>Situation à la clôture 30 juin 2016</b>	<b>254 442</b>	-	<b>668 031</b>	<b>2 308 629</b>	<b>-18 646</b>	<b>2 344</b>	<b>14 822</b>	<b>3 229 622</b>

\*AERG Autres éléments du résultat global

Au 30 juin 2015, la ligne « Reclassement » correspond à l'affectation en autres réserves des résultats cumulés constatés dans les comptes sociaux des sociétés consolidées par intégration globale.

Les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées en application d'IFRS 4.

Au 30 juin 2016, elles s'élèvent à 37 millions d'euros à l'identique du 31 décembre 2015.

Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 24 millions d'euros.

La colonne « Autres éléments du résultat global » traduit les impacts de l'application de la norme IAS 19 révisée, à savoir pour juin 2016 : prise en compte des écarts actuariels sur passifs sociaux (-12 millions d'euros), et des impôts différés correspondants (+4 millions d'euros).

### DÉTAIL DU CAPITAL SOCIAL OU FONDS ÉQUIVALENTS

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Macif	241 983	239 612
Macif-Mutualité	7 000	7 000
Apivia Mutuelle	381	381
MNFCT	229	229
MPIBM	3 049	3 049
MNPAF	1 800	1 800
<b>Total</b>	<b>254 442</b>	<b>252 071</b>

## DÉTAIL DES AUTRES RÉSERVES DU GROUPE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Réserves ordinaires	1 385 536	1 208 904
Autres réserves consolidées	904 446	869 088
<b>Total</b>	<b>2 289 982</b>	<b>2 077 992</b>

## IMPACT DE LA MISE EN JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS SUR LES FONDs PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016		
	Résultat	Réserve de réévaluation	Total
Mise en juste valeur des placements	-56 877	538 394	481 517
Variation des provisions techniques vie liées aux ajustements ACAV	16 108	-	16 108
Participation aux bénéfices différée	19 814	-387 264	-367 450
Impôts différés	7 215	-52 202	-44 987
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	56	1 407	1 463
Variations de périmètre	-	-	-
Autres variations	-	26	26
<b>Part du Groupe</b>	<b>-13 659</b>	<b>100 522</b>	<b>86 863</b>
Intérêts minoritaires	-25	-161	-186
<b>Total</b>	<b>-13 684</b>	<b>100 361</b>	<b>86 677</b>

## DÉTAIL DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION GROUPE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Ouverture	567 508	660 141
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-12 099	-44 191
Réévaluation à la juste valeur par les réserves	112 013	-48 643
Impact des variations de périmètre et autres variations	608	201
<b>Clôture</b>	<b>668 031</b>	<b>567 508</b>

## CONTRIBUTION DES ENTITÉS CONSOLIDÉES SANS LIEN CAPITALISTIQUE

Plusieurs entités présentes au sein du périmètre de consolidation sont des mutuelles relevant du Code de la mutualité. En l'absence de lien en capital, elles entretiennent avec la Macif des relations économiques étroites fondées :

- Soit sur un accord prévoyant une direction commune ou des services communs pour engendrer un

comportement commercial, technique ou financier commun ;

- Soit des liens de réassurance importants et durables en vertu de dispositions contractuelles, statutaires ou réglementaires.

La contribution de ces entités aux fonds propres du groupe Macif est détaillée ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Macif-Mutualité	386 223	355 719
Apivia Mutuelle	119 902	115 913
MNFCT	14 004	13 348
MPIBM	44 549	44 891
MNPAF	82 615	82 175
<b>Total</b>	<b>647 293</b>	<b>612 046</b>

## INTÉRÊTS MINORITAIRES – ANALYSE DES MOUVEMENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
Ouverture	78 152	76 790
Variations de périmètre	-5 299	-633
Variations de la réserve de réévaluation	421	-428
Dividendes	-822	-751
Résultat de l'exercice	2 655	3 047
Variations des autres réserves	432	127
<b>Clôture</b>	<b>75 539</b>	<b>78 152</b>

## INTÉRÊTS MINORITAIRES – DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total
Foncière de Lutèce	4 688	-2	4 686	4 556	111	4 667
Mutavie	13 250	174	13 424	16 723	834	17 557
Sécurimut	2 083	377	2 460	1 361	729	2 090
OFI AM	8 824	2 098	10 922	10 692	1 388	12 080
OFI Holding	44 132	-34	44 098	41 867	-161	41 706
Autres sociétés	-93	42	-51	-94	146	52
<b>Total</b>	<b>72 884</b>	<b>2 655</b>	<b>75 539</b>	<b>75 105</b>	<b>3 047</b>	<b>78 152</b>



## NOTE 13 Dettes de financement

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

	30 juin 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Titres subordonnés à durée indéterminée	203 799	-	-	-	203 799
Titres subordonnés remboursables	406 871	-	-	-	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>610 670</b>	-	-	-	<b>610 670</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>101 895</b>	-	<b>16 619</b>	<b>34</b>	<b>118 548</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>704 981</b>	<b>1 897 928</b>	<b>350</b>	-	<b>2 603 259</b>
<b>Total</b>	<b>1 417 546</b>	<b>1 897 928</b>	<b>16 969</b>	<b>34</b>	<b>3 332 477</b>

Au 30 juin 2016, les autres dettes de financement regroupent les mises en pension pour un montant de 2 595 millions d'euros.

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

	31 déc. 2015				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Titres subordonnés à durée indéterminée	201 410	-	-	-	201 410
Titres subordonnés remboursables	418 025	-	-	-	418 025
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>619 435</b>	-	-	-	<b>619 435</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>107 855</b>	<b>1</b>	<b>20 328</b>	<b>167</b>	<b>128 351</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>4 714</b>	<b>3 341</b>	<b>1 382</b>	-	<b>9 437</b>
<b>Total</b>	<b>732 004</b>	<b>3 342</b>	<b>21 710</b>	<b>167</b>	<b>757 223</b>

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE AU 30 JUIN 2016

	30 juin 2016			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Titres subordonnés à durée indéterminée	3 876	-	199 923	203 799
Titres subordonnés remboursables	6 871	-	400 000	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>10 747</b>	-	<b>599 923</b>	<b>610 670</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>57 456</b>	<b>24 428</b>	<b>36 664</b>	<b>118 548</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>2 603 259</b>	-	-	<b>2 603 259</b>
<b>Total</b>	<b>2 671 462</b>	<b>24 428</b>	<b>636 587</b>	<b>3 332 477</b>

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	1 487	-	199 923	201 410
Titres subordonnés remboursables	18 025	-	400 000	418 025
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>19 512</b>	<b>-</b>	<b>599 923</b>	<b>619 435</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>66 290</b>	<b>21 035</b>	<b>41 026</b>	<b>128 351</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>9 437</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 437</b>
<b>Total</b>	<b>95 239</b>	<b>21 035</b>	<b>640 949</b>	<b>757 223</b>

## MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture	Émission	Variation de périmètre	Amort.	Autres variations	Clôture
Titres subordonnés à durée indéterminée	201 410	-	-	-	2 389	203 799
Titres subordonnés remboursables	418 025	-	-	-	-11 154	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>619 435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-8 765</b>	<b>610 670</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>128 351</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-8 508</b>	<b>-1 295</b>	<b>118 548</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>9 437</b>	<b>2 595 455</b>	<b>-</b>	<b>-845</b>	<b>-788</b>	<b>2 603 259</b>
<b>Total</b>	<b>757 223</b>	<b>2 595 455</b>	<b>-</b>	<b>-9 353</b>	<b>-10 848</b>	<b>3 332 477</b>

Au 30 juin 2016, la colonne « Émission » traduit principalement l'impact des mises en pension.

La colonne « Autres variations » enregistre les mouvements liés aux intérêts courus et non échus.

## JUSTE VALEUR DE LA DETTE DE FINANCEMENT

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart
Dettes subordonnées	610 670	655 211	44 541	619 435	667 397	47 962
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	118 548	118 548	-	128 351	128 351	-
Autres dettes de financement	2 603 259	2 603 259	-	9 437	9 437	-
<b>Total</b>	<b>3 332 477</b>	<b>3 377 018</b>	<b>44 541</b>	<b>757 223</b>	<b>805 185</b>	<b>47 962</b>

Les dettes de financement sont comptabilisées au coût amorti. Toutefois, en application d'IFRS 7, il est indiqué en annexe la juste valeur de ces passifs.

Au 30 juin 2016, elle s'élève à 3 377 millions d'euros, soit un écart de 45 millions d'euros par rapport à la valeur au bilan.

## JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart
Instruments dérivés passif sur :						
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	1 466	1 466	-	1 870	1 870	-
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 466</b>	<b>1 466</b>	<b>-</b>	<b>1 870</b>	<b>1 870</b>	<b>-</b>

## JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

Aucun instrument dérivé actif ne figure au bilan au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015.

## INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	Macif			Mutavie	Siem		Autres	Total
<b>Nature</b>	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
<b>Date d'émission</b>	20 avr. 2005	06 oct. 2014	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc. 2009	14 déc. 2004	09 juil. 2012		
<b>Durée</b>	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 06 octobre 2024	10 ans	5 ans, prorogé 5 ans	12 ans	5 ans		
<b>Devise</b>	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro		
<b>Montant</b>	75 523	124 400	400 000 (avant intragroupe)	150 000 (avant intragroupe)	80 000	46 000 (autorisation jusqu'à 90 000)		
<b>Nombre de titres</b>	75 523	1 244	4 000	150 000				
<b>Nominal</b>	1	100	100	1				
<b>Taux nominal</b>	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis Euribor 3 mois + 200pb	Taux fixe de 3,916% jusqu'au 06 oct. 2025 puis Euribor 3 mois + 380pb	5,50%	3,92%	4,05%	Euribor 3 mois +1,5%		
<b>Taux d'intérêt effectif</b>			5,37%	3,39%	4,079%	2,604%		
<b>Prix de remboursement</b>	Nominal	Nominal	Nominal	Nominal				
<b>Frais d'émission</b>	1 709	578	1 091	Néant	Néant	Néant		
<b>Amortissement</b>			Remboursement au pair le 08 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc. 2019	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement in fine le 09 juillet 2017		
<b>Dérivés associés</b>						1 swap emprunteur taux fixe de 63 000 K€		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>75 784</b>	<b>128 015</b>	<b>406 871</b>	<b>-</b>	<b>4 162</b>	<b>46 000</b>	<b>2 671 645</b>	<b>3 332 477</b>

La colonne « Autres » comprend les mises en pension pour un montant de 2 595 129 milliers d'euros ainsi que les

emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire non détaillés dans les colonnes précédentes.

## INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	Macif			Mutavie	Siem		Autres	Total
Nature	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
Date d'émission	20 avr. 2005	06 oct. 2014	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc. 2009	14 déc. 2004	09 juil. 2012		
Durée	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juil. 2015	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 06 oct. 2024	10 ans	5 ans, prorogé 5 ans	12 ans	5 ans		
Devise	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro		
Montant	75 523	124 400	400 000 (avant intragroupe)	150 000 (avant intragroupe)	80 000	46 000 (autorisation jusqu'à 90 000)		
Nombre de titres	75 523	1 244	4 000	150 000				
Nominal	1	100	100	1				
Taux nominal	Taux fixe de 4,625 % jusqu'au 20 juil. 2015 puis Euribor 3 mois + 200 pb	Taux fixe de 3,916 % jusqu'au 06 oct. 2025 puis Euribor 3 mois + 380 pb	5,50%	3,92%	4,05%	Euribor 3 mois +1,5 %		
Taux d'intérêt effectif			5,37%	3,39%	4,079%	2,604%		
Prix de remboursement	Nominal	Nominal	Nominal	Nominal				
Frais d'émission	1 709	578	1 091	Néant	Néant	Néant		
Amortissement			Remboursement au pair le 8 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc. 2019	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement in fine le 9 juillet 2017		
Dérivés associés						1 swap emprunteur taux fixe de 63 000 K€		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>75 817</b>	<b>125 593</b>	<b>418 025</b>	<b>-</b>	<b>8 259</b>	<b>46 000</b>	<b>83 529</b>	<b>757 223</b>

La colonne « Autres » inclut principalement un emprunt contracté par la SNC Paranjou pour un montant initial de 56 millions d'euros.

## NOTE 14 Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance

### RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				
	Dommages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance-vie	-	19 907 488	242 830	-	20 150 318
Provisions pour cotisations non acquises	2 121 905	-	149 447	-	2 271 352
Provisions pour sinistres à payer	4 640 724	105 856	192 528	-	4 939 108
Provisions pour participation aux bénéfices	1 676	671 367	50 336	-	723 379
Autres provisions techniques	1 478 718	16	185 487	-	1 664 221
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance hors UC</b>	<b>8 243 023</b>	<b>20 684 727</b>	<b>820 628</b>	<b>-</b>	<b>29 748 378</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>-</b>	<b>168 048</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>168 048</b>
<b>Total</b>	<b>8 243 023</b>	<b>20 852 775</b>	<b>820 628</b>	<b>-</b>	<b>29 916 426</b>

## RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	31 déc. 2015				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	TOTAL
Provisions d'assurance-vie	-	19 603 634	195 835	-	19 799 469
Provisions pour cotisations non acquises	790 886	-	5 293	-	796 179
Provisions pour sinistres à payer	4 408 636	118 302	201 357	-	4 728 295
Provisions pour participation aux bénéfices	2 883	496 436	42 062	-	541 381
Autres provisions techniques	1 437 305	10	179 924	-	1 617 239
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance hors UC</b>	<b>6 639 710</b>	<b>20 218 382</b>	<b>624 471</b>	<b>-</b>	<b>27 482 563</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>-</b>	<b>175 249</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>175 249</b>
<b>Total</b>	<b>6 639 710</b>	<b>20 393 631</b>	<b>624 471</b>	<b>-</b>	<b>27 657 812</b>

## RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Vie - Contrats collectifs	54 087	51 821
Vie - Contrats individuels	20 786 008	20 153 808
Décès - Contrats collectifs	273 855	221 413
Décès - Contrats individuels	19 482	20 781
Automobile	5 399 106	4 476 927
Responsabilité civile	8 304	8 259
Dommages aux biens	1 278 040	910 396
Dommages corporels	1 613 407	1 319 785
Autres	316 089	319 373
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance hors UC</b>	<b>29 748 378</b>	<b>27 482 563</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>168 048</b>	<b>175 249</b>
<b>Total</b>	<b>29 916 426</b>	<b>27 657 812</b>

## RÉPARTITION DES PASSIFS TECHNIQUES NETS DE RÉASSURANCE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Brut	Réass.	Net	Brut	Réass.	Net
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance hors UC</b>	<b>29 748 378</b>	<b>674 587</b>	<b>29 073 791</b>	<b>27 482 563</b>	<b>513 869</b>	<b>26 968 694</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>168 048</b>	<b>-</b>	<b>168 048</b>	<b>175 249</b>	<b>-</b>	<b>175 249</b>
<b>Total</b>	<b>29 916 426</b>	<b>674 587</b>	<b>29 241 839</b>	<b>27 657 812</b>	<b>513 869</b>	<b>27 143 943</b>

## MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE (HORS UNITÉS DE COMPTE)

(en milliers d'euros)	Provisions assurance vie	Provisions cotisations non acquises	Provisions pour sinistres à payer	Provisions participation aux bénéfices	Autres	Total
Ouverture	19 799 469	796 179	4 728 295	541 381	1 617 239	27 482 563
Charges des provisions d'assurance	272 515	1 475 173	210 956	5 658	45 643	2 009 945
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Intérêts techniques et participation aux résultats	77 546	-	-	175 719	1 339	254 604
Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices	788	-	-143	621	-	1 266
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>20 150 318</b>	<b>2 271 352</b>	<b>4 939 108</b>	<b>723 379</b>	<b>1 664 221</b>	<b>29 748 378</b>

## NOTE 15 Participation aux bénéfices différée

### DÉTAIL DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Participation aux bénéfices différée active	-	-
Participation aux bénéfices différée passive	2 030 249	1 689 978
<b>TOTAL</b>	<b>-2 030 249</b>	<b>-1 689 978</b>

### RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	Active	PB <sup>1</sup> différée	
		Passive	Nette
Ouverture	-	1 689 978	-1 689 978
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	421 227	-421 227
Variation des dépréciations	-	-32 811	32 811
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-57 281	57 281
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations <sup>2</sup>	-	9 136	-9 136
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>2 030 249</b>	<b>-2 030 249</b>

<sup>1</sup> PB : Participation aux bénéfices

<sup>2</sup> Les autres variations correspondent aux variations des surcotes/décotes et aux annulations des opérations de vendus/achetés

### RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	Active	PB <sup>1</sup> différée	
		Passive	Nette
Ouverture	-	1 981 250	-1 981 250
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	-219 561	219 561
Variation des dépréciations	-	-21 514	21 514
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-60 894	60 894
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations <sup>2</sup>	-	10 697	-10 697
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>1 689 978</b>	<b>-1 689 978</b>

<sup>1</sup> PB : Participation aux bénéfices

<sup>2</sup> Les autres variations correspondent aux variations des surcotes/décotes et aux annulations des opérations de vendus/achetés

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	Active	PB* différée	
		Passive	Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	2 030 249	-2 030 249
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>2 030 249</b>	<b>-2 030 249</b>

\* PB : Participation aux bénéfices

## RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	PB* différée		
	Active	Passive	Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	1 689 978	-1 689 978
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>1 689 978</b>	<b>-1 689 978</b>

\* PB : Participation aux bénéfices

## ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	PB* différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 689 978	-1 689 978
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	-46 990	46 990
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	387 261	-387 261
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
<b>CLÔTURE</b>	<b>-</b>	<b>2 030 249</b>	<b>-2 030 249</b>

\* PB : Participation aux bénéfices

## ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	PB* différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 981 250	-1 981 250
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	12 765	-12 765
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	-304 037	304 037
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
<b>CLÔTURE</b>	<b>-</b>	<b>1 689 978</b>	<b>-1 689 978</b>

\* PB : Participation aux bénéfices

## NOTE 16 Instruments dérivés

### RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Instruments dérivés actif	-	-
Instruments dérivés passif	1 466	1 870

## JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			31 déc. 2015		
	Juste valeur	ICNE*	Total	Juste valeur	ICNE*	Total
Swap	-	-	-	-	-	-
Swaption	-	-	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Swap	1 466	-	1 466	1 870	-	1 870
Swaption	-	-	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>1 466</b>	<b>-</b>	<b>1 466</b>	<b>1 870</b>	<b>-</b>	<b>1 870</b>

\* Intérêts courus non échus

## MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Ouverture	Variation Juste valeur	Clôture
Swap	-	-	-
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Swap	1 870	-404	1 466
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>1 870</b>	<b>-404</b>	<b>1 466</b>

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros)	30 juin 2016			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	-	-	-	-
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Swap	1 466	-	-	1 466
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>1 466</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 466</b>

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros)	31 déc. 2015			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	-	-	-	-
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Swap	1 870	-	-	1 870
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>1 870</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 870</b>



## NOTE 17 Cotisations et primes acquises

### RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			
	Domages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	2 869 175	1 109 362	627 219	4 605 756
Provisions pour primes non acquises	-1 335 845	-	-144 156	-1 480 001
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 109 362</b>	<b>483 063</b>	<b>3 125 755</b>
Réassurance	-63 204	-508	-39 955	-103 667
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>1 470 126</b>	<b>1 108 854</b>	<b>443 108</b>	<b>3 022 088</b>

### RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 30 JUIN 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2015			
	Domages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	2 826 462	1 034 219	580 493	4 441 174
Provisions pour primes non acquises	-1 308 305	-	-193 152	-1 501 457
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>1 518 157</b>	<b>1 034 219</b>	<b>387 341</b>	<b>2 939 717</b>
Réassurance	-67 814	-418	-29 442	-97 674
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>1 450 343</b>	<b>1 033 801</b>	<b>357 899</b>	<b>2 842 043</b>

### RÉPARTITION PAR MODALITÉ D'ACQUISITION

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Affaires directes	4 567 856	4 396 984
Affaires acceptées	37 900	44 190
<b>Primes émises</b>	<b>4 605 756</b>	<b>4 441 174</b>
<b>Variation des primes non acquises</b>	<b>-1 480 001</b>	<b>-1 501 457</b>
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>3 125 755</b>	<b>2 939 717</b>
Réassurance	-103 667	-97 674
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>3 022 088</b>	<b>2 842 043</b>

## NOTE 18 Charges des prestations des contrats

### AU 30 JUIN 2016

	30 juin 2016			Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Charges de sinistres</b>	<b>1 136 223</b>	<b>890 452</b>	<b>359 726</b>	<b>2 386 401</b>
Variation des provisions sinistres à payer	230 522	-15 256	-8 987	206 279
Variation des provisions d'assurance-vie	-	226 971	2 412	229 383
Variation des provisions en UC	-	-7 201	-	-7 201
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-1 226	253 758	9 672	262 204
Variation des autres provisions techniques	41 618	6	5 652	47 276
<b>Variation des provisions techniques</b>	<b>270 914</b>	<b>458 278</b>	<b>8 749</b>	<b>737 941</b>
<b>Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée</b>	<b>-</b>	<b>-46 862</b>	<b>-</b>	<b>-46 862</b>
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 407 137</b>	<b>1 301 868</b>	<b>368 475</b>	<b>3 077 480</b>
Paiements reçus des réassureurs	63 204	508	39 955	103 667
Variation des provisions techniques cédées	-122 674	-362	-42 255	-165 291
<b>Réassurance</b>	<b>-59 470</b>	<b>146</b>	<b>-2 300</b>	<b>-61 624</b>
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 347 667</b>	<b>1 302 014</b>	<b>366 175</b>	<b>3 015 856</b>

### AU 30 JUIN 2015

	30 juin 2015			Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Charges de sinistres</b>	<b>1 174 960</b>	<b>773 830</b>	<b>288 725</b>	<b>2 237 515</b>
Variation des provisions sinistres à payer	-17 115	32 468	11 851	27 204
Variation des provisions d'assurance-vie	-	217 828	6 075	223 903
Variation des provisions en UC	-	21 405	-	21 405
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-	-	-	-
Variation des autres provisions techniques	70 929	288 029	10 470	369 428
<b>Variation des provisions techniques</b>	<b>53 814</b>	<b>559 730</b>	<b>28 396</b>	<b>641 940</b>
<b>Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée</b>	<b>-</b>	<b>48 682</b>	<b>-</b>	<b>48 682</b>
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 228 774</b>	<b>1 382 242</b>	<b>317 121</b>	<b>2 928 137</b>
Paiements reçus des réassureurs	67 814	418	29 442	97 674
Variation des provisions techniques cédées	-47 806	-312	-28 070	-76 188
<b>Réassurance</b>	<b>20 008</b>	<b>106</b>	<b>1 372</b>	<b>21 486</b>
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 248 782</b>	<b>1 382 348</b>	<b>318 493</b>	<b>2 949 623</b>

## NOTE 19 Charges ou produits nets des cessions en réassurance

### AU 30 JUIN 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-63 204	-508	-39 955	-103 667
Charges des cessions en réassurance	122 674	362	42 255	165 291
<b>TOTAL</b>	<b>59 470</b>	<b>-146</b>	<b>2 300</b>	<b>61 624</b>

### AU 30 JUIN 2015

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2015			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-67 814	-418	-29 442	-97 674
Charges des cessions en réassurance	47 806	312	28 070	76 188
<b>TOTAL</b>	<b>-20 008</b>	<b>-106</b>	<b>-1 372</b>	<b>-21 486</b>

## NOTE 20 Impôts sur les résultats

### DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Impôts exigibles	856	76 258
Impôts différés	-24 346	5 865
<b>TOTAL</b>	<b>-23 490</b>	<b>82 123</b>

## 6.8 Comptes sectoriels

### 6.8.1 Au 30 juin 2016

#### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Écarts d'acquisition	-	18 428	17 549	96 421	132 398
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	87 953	315	7 506	2 866	98 640
<b>Actifs incorporels</b>	<b>87 953</b>	<b>18 743</b>	<b>25 055</b>	<b>99 287</b>	<b>231 038</b>
Immobilier de placement	92 591	522 352	16 145	-	631 088
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-
Placements financiers	7 467 182	24 324 192	1 219 278	2	33 010 654
Placements financiers en UC	-	168 048	-	-	168 048
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>7 559 773</b>	<b>25 014 592</b>	<b>1 235 423</b>	<b>2</b>	<b>33 809 790</b>
<b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>193 064</b>	<b>8 493</b>	<b>20 673</b>	<b>53 452</b>	<b>275 682</b>
<b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>258 284</b>	<b>117 278</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>375 562</b>
<b>Part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>602 264</b>	<b>576</b>	<b>71 747</b>	<b>-</b>	<b>674 587</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	347 215	709	11 245	1 165	360 334
Frais d'acquisitions reportés	86 992	37 933	811	-	125 736
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Actifs d'impôts différés	-	-	974	579	1 553
Créances nées des opérations d'assurance	1 826 318	11 112	211 768	-	2 049 198
Créances nées des opérations de réassurance	21 044	11	1 193	-	22 248
Créances d'impôt exigible	47 620	5 597	2 982	-	56 199
Autres créances	173 570	50 302	66 397	14 889	305 158
<b>Autres actifs</b>	<b>2 502 759</b>	<b>105 664</b>	<b>295 370</b>	<b>16 633</b>	<b>2 920 426</b>
<b>Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>526 775</b>	<b>1 625 346</b>	<b>65 053</b>	<b>24 609</b>	<b>2 241 783</b>

<b>Total de l'actif</b>	<b>11 730 872</b>	<b>26 890 692</b>	<b>1 713 321</b>	<b>193 983</b>	<b>40 528 868</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>290 592</b>	<b>-224 630</b>	<b>-49</b>	<b>-65 913</b>	<b>-</b>
<b>Total de l'actif retraité inter-sectoriel</b>	<b>12 021 464</b>	<b>26 666 062</b>	<b>1 713 272</b>	<b>128 070</b>	<b>40 528 868</b>

**PASSIF**

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				TOTAL
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>Capital social ou fonds équivalents</i>	241 983	-	12 459	-	254 442
<i>Primes d'émission, de fusion et d'apport</i>	-	-	-	-	-
<i>Réserve de réévaluation</i>	480 387	126 563	60 097	984	668 031
<i>Autres réserves</i>	1 118 496	608 020	543 041	20 425	2 289 982
<i>Résultats cumulés</i>	840	-	1 504	-	2 344
<i>Résultat net consolidé</i>	-19 565	7 368	23 755	3 264	14 822
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>1 822 141</b>	<b>741 951</b>	<b>640 856</b>	<b>24 675</b>	<b>3 229 622</b>
Intérêts minoritaires	4 233	13 500	2 780	55 025	75 539
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>1 826 374</b>	<b>755 452</b>	<b>643 636</b>	<b>79 698</b>	<b>3 305 161</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>59 540</b>	<b>97 638</b>	<b>9 219</b>	<b>1 703</b>	<b>168 100</b>
Dettes subordonnées	457 634	153 036	-	-	610 670
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 895	-	16 619	34	118 548
Autres dettes de financement	704 981	1 897 928	350	-	2 603 259
<b>Dettes de financement</b>	<b>1 264 510</b>	<b>2 050 964</b>	<b>16 969</b>	<b>34</b>	<b>3 332 477</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	8 243 023	20 684 727	820 628	-	29 748 378
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	-	168 048	-	-	168 048
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>8 243 023</b>	<b>20 852 775</b>	<b>820 628</b>	<b>-</b>	<b>29 916 426</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	-	263 645	-	-	263 645
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-	-	-	-
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-	-	-	-
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>-</b>	<b>263 645</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>263 645</b>
<b>Instruments dérivés séparés sur contrats</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Participation aux bénéfices différée passive	-	2 030 249	-	-	2 030 249
<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>8 243 023</b>	<b>23 146 669</b>	<b>820 628</b>	<b>-</b>	<b>32 210 320</b>
<b>Ressources des activités du secteurs bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>294 292</b>	<b>-</b>	<b>8 544</b>	<b>-</b>	<b>302 836</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>96 373</b>	<b>484 282</b>	<b>6 463</b>	<b>-</b>	<b>587 117</b>
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	155	438	4 260	-	4 853
Instruments dérivés passifs	1 466	-	-	-	1 466
Dettes nées des opérations d'assurance	19 095	14 919	21 815	-	55 829
Dettes nées des opérations de réassurance	87 407	800	50 674	-	138 881
Dettes d'impôts exigibles	5 035	3 947	2 637	-	11 619
Autres dettes	194 976	58 296	121 237	35 701	410 210
<b>Autres passifs</b>	<b>308 134</b>	<b>78 400</b>	<b>200 623</b>	<b>35 701</b>	<b>622 858</b>
<b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>12 092 244</b>	<b>26 613 405</b>	<b>1 706 082</b>	<b>117 137</b>	<b>40 528 868</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>-70 780</b>	<b>52 657</b>	<b>7 190</b>	<b>10 933</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif retraité inter-sectoriel</b>	<b>12 021 464</b>	<b>26 666 062</b>	<b>1 713 272</b>	<b>128 070</b>	<b>40 528 868</b>

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Primes émises	2 869 175	1 109 362	627 219	-	4 605 756
Variation des primes non acquises	-1 335 845	-	-144 156	-	-1 480 001
<b>Primes acquises</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 109 362</b>	<b>483 063</b>	<b>-</b>	<b>3 125 755</b>
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	13 387	2 047	19 082	34 109	68 625
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-47 863	-5 430	-27 161	-56	-80 510
<i>Produits des placements</i>	<i>94 498</i>	<i>324 314</i>	<i>14 641</i>	<i>6 019</i>	<i>439 472</i>
<i>Charges des placements</i>	<i>-15 456</i>	<i>-11 006</i>	<i>-3 829</i>	<i>-841</i>	<i>-31 132</i>
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	<i>9 230</i>	<i>49 372</i>	<i>2 715</i>	<i>-</i>	<i>61 317</i>
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	<i>-16 897</i>	<i>-37 676</i>	<i>-2 353</i>	<i>48</i>	<i>-56 877</i>
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	<i>-39 158</i>	<i>-70 559</i>	<i>-36</i>	<i>-</i>	<i>-109 753</i>
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>32 217</b>	<b>254 445</b>	<b>11 138</b>	<b>5 226</b>	<b>303 027</b>
<i>Charges des prestations des contrats</i>	<i>-1 407 137</i>	<i>-1 301 868</i>	<i>-368 475</i>	<i>-</i>	<i>-3 077 480</i>
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	<i>-63 204</i>	<i>-508</i>	<i>-39 955</i>	<i>-</i>	<i>-103 667</i>
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	<i>122 674</i>	<i>362</i>	<i>42 255</i>	<i>-</i>	<i>165 291</i>
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>59 470</b>	<b>-146</b>	<b>2 300</b>	<b>-</b>	<b>61 624</b>
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-3 108	-7 717	-6 795	-34 796	-52 416
Frais d'acquisition des contrats	-191 493	-29 714	-37 567	-	-258 774
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-22 540	-16 219	-38 562	-	-77 321
Autres produits et charges opérationnels courants	-6 017	-952	-	-	-6 969
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-39 754</b>	<b>3 808</b>	<b>37 023</b>	<b>4 484</b>	<b>5 561</b>
Autres produits et charges opérationnels	-9 515	2 392	-1 496	278	-8 341
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-49 269</b>	<b>6 200</b>	<b>35 527</b>	<b>4 762</b>	<b>-2 780</b>
Charge de financement	-13 767	-2 628	-97	-	-16 492
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10 265	2 995	-	-	13 260
Impôts sur les résultats	33 170	955	-11 221	585	23 490
Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-19 600</b>	<b>7 522</b>	<b>24 208</b>	<b>5 348</b>	<b>17 478</b>
Intérêts minoritaires	-35	154	453	2 084	2 655
<b>Résultat net - Part du Groupe</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>
Inter-sectoriel	-	-	-	-	-
<b>Résultat net - Part du Groupe retraité inter-sectoriel</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

	30 juin 2016						Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Résultat net</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>	<b>2 655</b>	<b>17 478</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>62 658</b>	<b>28 372</b>	<b>9 378</b>	<b>88</b>	<b>100 496</b>	<b>-161</b>	<b>100 335</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	95 559	423 721	14 559	134	533 973	6 567	540 540
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-	-381 339	-	-	-381 339	-5 925	-387 264
<i>Impôts différés</i>	-32 901	-14 592	-5 181	-46	-52 720	-221	-52 941
<i>Autres éléments</i>	-	582	-	-	582	-582	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>-7 112</b>	<b>-154</b>	<b>-519</b>	<b>-41</b>	<b>-7 826</b>	<b>-30</b>	<b>-7 856</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	-10 847	-235	-791	-63	-11 935	-45	-11 980
<i>Impôts différés</i>	3 735	81	272	22	4 109	15	4 124
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>55 546</b>	<b>28 218</b>	<b>8 859</b>	<b>47</b>	<b>92 669</b>	<b>-190</b>	<b>92 479</b>
<b>Résultat global</b>	<b>35 981</b>	<b>35 586</b>	<b>32 614</b>	<b>3 315</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>
<b>Résultat global - Intérêts minoritaires</b>	<b>-35</b>	<b>2</b>	<b>456</b>	<b>2 042</b>	<b>2 465</b>		
<b>Résultat global</b>	<b>35 946</b>	<b>35 588</b>	<b>33 070</b>	<b>5 358</b>	<b>109 958</b>		

## 6.8.2 Au 31 décembre 2015

### ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2015				
	Domages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Écarts d'acquisition	-	18 428	17 549	96 421	132 398
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	83 053	312	9 271	2 628	95 264
<b>Actifs incorporels</b>	<b>83 053</b>	<b>18 740</b>	<b>26 820</b>	<b>99 049</b>	<b>227 662</b>
Immobilier de placement	90 920	502 753	16 178	-	609 851
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-
Placements financiers	6 694 605	22 384 961	1 122 883	2	30 202 451
Placements financiers en UC	-	175 249	-	-	175 249
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>6 785 525</b>	<b>23 062 963</b>	<b>1 139 061</b>	<b>2</b>	<b>30 987 551</b>
<b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>195 129</b>	<b>5 692</b>	<b>22 681</b>	<b>72 223</b>	<b>295 725</b>
<b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>253 714</b>	<b>116 935</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>370 649</b>
<b>Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>454 460</b>	<b>576</b>	<b>58 833</b>	<b>-</b>	<b>513 869</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	354 806	671	10 189	1 206	366 872
Frais d'acquisitions reportés	86 500	37 782	1 107	-	125 389
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Actifs d'impôts différés	-	-	204	73	277
Créances nées des opérations d'assurance	601 851	3 076	32 200	-	637 127
Créances nées des opérations de réassurance	85 570	-	16 501	-	102 071
Créances d'impôt exigible	20 216	6 061	2 982	-	29 259
Autres créances	255 085	-66 076	63 064	17 594	269 667
<b>Autres actifs</b>	<b>1 404 028</b>	<b>-18 486</b>	<b>126 247</b>	<b>18 873</b>	<b>1 530 662</b>
<b>Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>287 653</b>	<b>711 814</b>	<b>81 660</b>	<b>20 532</b>	<b>1 101 659</b>

<b>Total de l'actif</b>	<b>9 463 562</b>	<b>23 898 234</b>	<b>1 455 302</b>	<b>210 679</b>	<b>35 027 777</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>-1 456 437</b>	<b>-884 756</b>	<b>-112 962</b>	<b>-122 356</b>	<b>-2 576 511</b>
<b>Total de l'actif retraité inter-sectoriel</b>	<b>10 919 999</b>	<b>24 782 990</b>	<b>1 568 264</b>	<b>333 035</b>	<b>37 604 288</b>



**PASSIF**

	31 déc. 2015				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Capital social ou fonds équivalents	239 612	-	12 459	-	252 071
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-	-
Réserve de réévaluation	417 729	98 191	50 692	896	567 508
Autres réserves	975 566	572 538	510 562	19 326	2 077 992
Résultats cumulés	17 760	-	-123	-	17 637
Résultat net consolidé	128 416	36 859	33 653	2 464	201 392
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>1 779 083</b>	<b>707 588</b>	<b>607 243</b>	<b>22 686</b>	<b>3 116 600</b>
Intérêts minoritaires	4 251	17 688	2 443	53 770	78 152
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>1 783 334</b>	<b>725 276</b>	<b>609 686</b>	<b>76 456</b>	<b>3 194 752</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>50 052</b>	<b>96 087</b>	<b>7 941</b>	<b>1 551</b>	<b>155 631</b>
Dettes subordonnées	469 323	150 112	-	-	619 435
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	107 855	1	20 328	167	128 351
Autres dettes de financement	4 714	3 341	1 382	-	9 437
<b>Dettes de financement</b>	<b>581 892</b>	<b>153 454</b>	<b>21 710</b>	<b>167</b>	<b>757 223</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	6 639 711	20 218 382	624 470	-	27 482 563
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	-	175 249	-	-	175 249
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>6 639 711</b>	<b>20 393 631</b>	<b>624 470</b>	<b>-</b>	<b>27 657 812</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	-	265 631	-	-	265 631
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-	-	-	-
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-	-	-	-
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>-</b>	<b>265 631</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>265 631</b>
<b>Instruments dérivés séparés sur contrats</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>-</b>	<b>1 689 978</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 689 978</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>6 639 711</b>	<b>22 349 240</b>	<b>624 470</b>	<b>-</b>	<b>29 613 421</b>
<b>Ressources des activités du secteurs bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>306 075</b>	<b>-33 039</b>	<b>5 249</b>	<b>4</b>	<b>278 289</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>59 556</b>	<b>276 789</b>	<b>1 610</b>	<b>2 496</b>	<b>340 451</b>
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	194	301	76	-	571
Instruments dérivés passifs	1 870	-	-	-	1 870
Dettes nées des opérations d'assurance	25 082	22 283	11 264	-	58 629
Dettes nées des opérations de réassurance	35 053	2 083	49 916	-	87 052
Dettes d'impôts exigibles	71 119	5 881	14 540	-	91 540
Autres dettes	244 242	64 059	87 819	52 228	448 348
<b>Autres passifs</b>	<b>377 560</b>	<b>94 607</b>	<b>163 615</b>	<b>52 228</b>	<b>688 010</b>
<b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>9 798 180</b>	<b>23 662 414</b>	<b>1 434 281</b>	<b>132 902</b>	<b>35 027 777</b>
Inter-sectoriel	-1 121 819	-1 120 576	-133 983	-200 133	-2 576 511
<b>Total du passif retraité inter-sectoriel</b>	<b>10 919 999</b>	<b>24 782 990</b>	<b>1 568 264</b>	<b>333 035</b>	<b>37 604 288</b>

### 6.8.3 Au 30 juin 2015

#### COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2015				Total
	Dommages	Finance/ Epargne	Santé/ Prévoyance	Autres	
Primes émises	2 826 462	1 034 219	580 493	-	4 441 174
Variation des primes non acquises	-1 308 305	-	-193 152	-	-1 501 457
<b>Primes acquises</b>	<b>1 518 157</b>	<b>1 034 219</b>	<b>387 341</b>	<b>-</b>	<b>2 939 717</b>
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	11 600	523	2 894	37 384	52 401
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-33 299	-4 450	-17 715	1 049	-54 415
<i>Produits des placements</i>	92 353	319 956	11 181	3 849	427 339
<i>Charges des placements</i>	-7 290	-5 309	-753	-34	-13 386
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	65 535	73 248	10 748	-	149 531
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	8 938	40 568	-912	854	49 448
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-7 113	-775	-238	14	-8 112
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>152 423</b>	<b>427 688</b>	<b>20 026</b>	<b>4 683</b>	<b>604 820</b>
Charges des prestations des contrats	-1 228 774	-1 383 157	-316 206	-	-2 928 137
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-67 814	-418	-29 442	-	-97 674
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	47 806	312	28 070	-	76 188
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>-20 008</b>	<b>-106</b>	<b>-1 372</b>	<b>-</b>	<b>-21 486</b>
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-5 203	-4 186	-1 687	-36 637	-47 713
Frais d'acquisition des contrats	-181 578	-26 385	-20 336	-	-228 299
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-22 861	-15 814	-24 892	-	-63 567
Autres produits et charges opérationnels courants	-4 979	-907	13	-	-5 873
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>185 478</b>	<b>27 425</b>	<b>28 066</b>	<b>6 479</b>	<b>247 448</b>
Autres produits et charges opérationnels	-7 153	287	-5 739	-322	-12 927
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>178 325</b>	<b>27 712</b>	<b>22 327</b>	<b>6 157</b>	<b>234 521</b>
Charge de financement	-14 887	-2 918	-133	-160	-18 098
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11 917	2 692	-	-	14 609
Impôts sur les résultats	-65 958	-8 080	-7 297	-788	-82 123
Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>109 397</b>	<b>19 406</b>	<b>14 897</b>	<b>5 209</b>	<b>148 909</b>
Intérêts minoritaires	45	436	239	2 034	2 754
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>109 352</b>	<b>18 970</b>	<b>14 658</b>	<b>3 175</b>	<b>146 155</b>
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>109 352</b>	<b>18 970</b>	<b>14 658</b>	<b>3 175</b>	<b>146 155</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

	30 juin 2015						TOTAL
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Résultat net</b>	<b>109 352</b>	<b>18 970</b>	<b>14 658</b>	<b>3 175</b>	<b>146 155</b>	<b>2 754</b>	<b>148 909</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-41 216</b>	<b>-18 323</b>	<b>-10 446</b>	<b>512</b>	<b>-69 473</b>	<b>-168</b>	<b>-69 641</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	-62 859	-323 891	-15 853	781	-401 821	-7 161	-408 982
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-	295 947	-	-	295 947	6 905	302 852
<i>Impôts différés</i>	21 642	9 621	5 407	-269	36 401	88	36 489
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>4 469</b>	<b>-3</b>	<b>284</b>	<b>17</b>	<b>4 767</b>	<b>11</b>	<b>4 778</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	6 822	-5	437	26	7 280	17	7 297
<i>Impôts différés</i>	-2 353	2	-153	-9	-2 514	-6	-2 520
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-36 747</b>	<b>-18 326</b>	<b>-10 163</b>	<b>530</b>	<b>-64 706</b>	<b>-157</b>	<b>-64 863</b>
<b>Résultat global</b>	<b>72 605</b>	<b>644</b>	<b>4 495</b>	<b>3 704</b>	<b>81 449</b>	<b>2 597</b>	<b>84 046</b>
<b>Résultat global - Intérêts minoritaires</b>	<b>45</b>	<b>4</b>	<b>239</b>	<b>2 310</b>	<b>2 597</b>		
<b>Résultat global</b>	<b>72 650</b>	<b>648</b>	<b>4 734</b>	<b>6 014</b>	<b>84 046</b>		

## 6.9 Autres informations

### 6.9.1 Engagements donnés et reçus

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 433 482</b>	<b>569 867</b>
<b>Engagements liés au périmètre</b>	<b>4 521</b>	<b>9 210</b>
Engagements d'achats de titres	4 521	8 679
Engagement donné sur prêt	-	-
Autres engagements donnés liés au périmètre Groupe	-	531
<b>Engagements liés au financement</b>	<b>820 728</b>	<b>84 366</b>
Garanties à première demande	8 950	8 950
Garanties de liquidité	-	-
Cautions sur emprunts	109	109
Engagements d'achat d'obligations	159 720	67 614
Nantissements	-	-
Autres engagements liés au financement	651 948	7 693
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>608 233</b>	<b>476 291</b>
Garantie sur prix de cessions immobilières	-	-
Contre-garanties données	-	-
Engagement donné au SFG (Système Fédéral de Garantie)	3 236	3 309
Engagements sur FCPR	287 443	250 777
Engagements sur financement de travaux	-	-
Engagements sur fonds immobiliers	41 256	23 075
Autres engagements à caractère financier	173 193	161 831
Autres engagements à caractère immobilier	74 455	-
Autres engagements	28 650	37 299
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 321 233</b>	<b>528 829</b>
Engagements liés au périmètre	4 521	8 679
<b>Engagement de rachat d'actions</b>	<b>4 521</b>	<b>8 679</b>
<b>Engagements liés au financement</b>	<b>737 289</b>	<b>4 362</b>
Clause de retour à meilleure fortune	346	346
Promesse de garantie Coface	4 016	4 016
Autres garanties obtenues	656 414	-
Engagement de vente de parts d'OPC	76 512	-
Nantissements de titres pour garanties de prêts	-	-
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles :</b>	<b>579 423</b>	<b>515 788</b>
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	449 909	426 126
Couverture de réassurance	-	-
Cautions solidaires	10 500	15 750
Cautions bancaires	-	-
Autres cautions	44 492	46 285
Autres engagements reçus contractuels	74 522	27 627

## 6.9.2 Instruments financiers inscrits au bilan par méthode de gestion

AU 30 JUIN 2016

(en milliers d'euros) Notes	Valeur au bilan	Juste valeur	30 juin 2016					Total
			Ventilation par catégorie d'instrument					
			Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	
Immobilier de placement	631 088	812 187	-	-	-	124 519	506 569	631 088
2 Placements financiers	33 010 654	33 010 654	-	2 488 408	30 361 022	161 224	-	33 010 654
3 Placements financiers en UC	168 048	168 048	-	168 048	-	-	-	168 048
16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>33 809 790</b>	<b>33 990 889</b>	<b>-</b>	<b>2 656 456</b>	<b>30 361 022</b>	<b>285 743</b>	<b>506 569</b>	<b>33 809 790</b>
4 <b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>275 682</b>	<b>366 005</b>	<b>13 154</b>	<b>-</b>	<b>52 073</b>	<b>53 150</b>	<b>157 305</b>	<b>275 682</b>
5 <b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>375 562</b>	<b>375 562</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>375 562</b>	<b>375 562</b>
11 <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 241 783</b>	<b>2 241 783</b>	<b>-</b>	<b>1 391 081</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>850 702</b>	<b>2 241 783</b>
<b>Actifs financiers</b>	<b>36 702 817</b>	<b>36 974 239</b>	<b>13 154</b>	<b>4 047 537</b>	<b>30 413 095</b>	<b>338 893</b>	<b>1 890 138</b>	<b>36 702 817</b>
Dettes subordonnées	610 670	655 211	-	-	-	-	610 670	610 670
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	118 548	118 548	-	-	-	-	118 548	118 548
Autres dettes de financement	2 603 259	2 603 259	-	-	-	-	2 603 259	2 603 259
13 <b>Dettes de financement</b>	<b>3 332 477</b>	<b>3 377 018</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 332 477</b>	<b>3 332 477</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>587 117</b>	<b>587 117</b>	<b>-</b>	<b>587 117</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>587 117</b>
<b>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>4 853</b>	<b>4 853</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 853</b>	<b>4 853</b>
16 Instruments dérivés passif	1 466	1 466	1 466	-	-	-	-	1 466
<b>Passifs financiers</b>	<b>3 925 913</b>	<b>3 970 454</b>	<b>1 466</b>	<b>587 117</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 337 330</b>	<b>3 925 913</b>

Les dettes envers les porteurs de parts OPC consolidés correspondent à la part des minoritaires relative aux OPC entrant dans le périmètre de consolidation. Elles sont

comptabilisées à la juste valeur par résultat (placements FVO).

AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en milliers d'euros) Notes	31 déc. 2015							
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ventilation par catégorie d'instrument					Total
			Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	
Immobilier de placement	609 851	716 778	-	-	-	130 273	479 578	609 851
7.2 Placements financiers	30 202 451	30 202 451	-	2 292 606	27 763 563	146 282	-	30 202 451
7.3 Placements financiers en UC	175 249	175 249	-	175 249	-	-	-	175 249
7.16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Placement des activités d'assurance</b>	<b>30 987 551</b>	<b>31 094 478</b>	<b>-</b>	<b>2 467 855</b>	<b>27 763 563</b>	<b>276 555</b>	<b>479 578</b>	<b>30 987 551</b>
7.4 Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	295 725	367 861	13 992	-	65 569	54 722	161 442	295 725
7.5 Investissements dans les entreprises associées	370 649	370 649	507	-	14 197	-	355 945	370 649
7.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 101 659	1 101 659	69 363	175 025	-	-	857 271	1 101 659
<b>Actifs financiers</b>	<b>32 755 584</b>	<b>32 934 647</b>	<b>83 862</b>	<b>2 642 880</b>	<b>27 843 329</b>	<b>331 277</b>	<b>1 854 236</b>	<b>32 755 584</b>
Dettes subordonnées	619 435	667 397	-	-	-	-	619 435	619 435
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	128 351	128 351	-	-	-	-	128 351	128 351
Autres dettes de financement	9 437	9 437	-	-	-	-	9 437	9 437
7.13 <b>Dettes de financement</b>	<b>757 223</b>	<b>805 185</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>757 223</b>	<b>757 223</b>
Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés	340 451	340 451	-	340 451	-	-	-	340 451
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	571	571	-	-	-	-	571	571
7.16 Instruments dérivés passif	1 870	1 870	1 870	-	-	-	-	1 870
<b>Passifs financiers</b>	<b>1 100 115</b>	<b>1 148 077</b>	<b>1 870</b>	<b>340 451</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>757 794</b>	<b>1 100 115</b>



# 3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

*J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Macif et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.*

*Paris le 30 août 2016,*

*Le président du conseil d'administration*

*Alain Montarant*







# **4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**MACIF**

*Information  
financière  
semestrielle*

*Période du 1<sup>er</sup>  
janvier 2016 au 30  
juin 2016*

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Délégués,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société d'assurance mutuelle MACIF, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**MACIF**

Information  
financière  
semestrielle

Période du 1<sup>er</sup>  
janvier 2016 au 30  
juin 2016

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.6.2 de l'annexe qui expose :

- les effets d'une correction d'erreur sur exercices antérieurs relative aux frais d'acquisition reportés des contrats d'assurance-vie,
- l'impact lié au changement dans les modalités d'estimation des charges de sinistres cédés dans le cadre des traités en excédents de perte annuelle.

**II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

*Fait à Niort et à Courbevoie, le 30 août 2016*

Les Commissaires aux Comptes \_\_\_\_\_

**GROUPE Y AUDIT**

CHRISTOPHE MALÉCOT

**MAZARS**

PIERRE DE LATUDE